

SPORTMAG



Grégory ALLDRITT
rêve du mondial 2023

Estelle MOSSELY
prête à relever tous les défis

Rentrée sportive
aux multiples enjeux

J'AI
L'ESPRIT
POTE,
J'AI
L'ESPRIT
DE
COMPET



TROUVE TON CLUB SUR
monclubpresdechezmoi.com



Madame
Botary

MOBILISATION générale



“ C'est une belle
harmonie quand
le faire et le dire
vont ensemble. ”

Michel de Montaigne

La COVID-19 aura-t-elle raison de l'activité sportive française ? La rentrée 2020 pourra-t-elle permettre aux associations, clubs de reprendre leur rôle dans la société française ? Car il faut bien reconnaître que l'épidémie a repris durant l'été via des clusters mais elle a touché une tranche de la population beaucoup plus jeune et moins sujette aux infections graves et aux hospitalisations. La reprise du sport professionnel a aussi été impactée en provoquant le report de certains matchs de la L1. Cette situation incite les ministères concernés à prendre des précautions et des mesures qui ont du mal à toujours être acceptées par la population. Les instances du mouvement sportif français et le gouvernement font tout ce qui est possible pour assurer la sécurité des pratiquants, encadrants, spectateurs, ainsi que la pérennité du mouvement associatif et des entreprises du secteur. Mais nous devons nous préparer à ce qu'un bon nombre d'entre-elles ne survivent pas à cette période pour de multiples raisons et enjeux. Personne n'a intérêt à ce que le monde associatif ne puisse pas redémarrer après cette période délicate que nous traversons actuellement. Le Ministère des Sports, l'ANS, le CNOSF, les fédérations sportives mettent tout en œuvre pour accompagner les clubs, les associations sportives avec des initiatives auprès des futurs licenciés. La solidarité des Français a un rôle important à jouer dans la réussite de la reprise des activités sportives dans les territoires ; les collectivités doivent faciliter cette reprise du sport en définissant les mesures sanitaires adéquates à son territoire car nous ne pouvons pas généraliser les mesures selon le niveau de contamination géographique. Les préfets ont un rôle important pour la reprise du sport territorial car qui mieux qu'eux peut définir une politique de sécurité territoriale ainsi qu'apprécier les conséquences d'un échec de la mise en place du tissu associatif local. Le moment est venu de soutenir les actions mises en œuvre pour relancer cette belle machine qu'est le monde associatif français, qui réunit les gens à travers les compétitions dominicales pour faire briller les couleurs de leur ville, leur village, pour réunir toutes les couches sociales de la société et véhiculer des valeurs de la vie de tous les jours. Le sport a un rôle sociétal si fort que nous ne pouvons pas être indifférents à la crise qu'il traverse et nous avons besoin de tout le monde pour sauver son fonctionnement.



ACTUALITÉS

- 6 L'invité / Kamel Chibli
- 10 À la une / Roland-Garros
- 16 Dossier / Rentrée sportive aux multiples enjeux



RENCONTRES

- 26 Sport pro / Grégory Alldritt
- 32 Au féminin / Mélina Robert-Michon
- 38 Découverte / 24h du Mans
- 44 Événement / Journée Nationale du Sport Scolaire

3^e MI-TEMPS

- 50 Sport fit / Sentez-vous sport
- 56 Business / Estelle Mossely
- 62 Esprit 2024 / Aloïse Retornaz
- 66 Le dessin du mois / Le bal des sports repart, masqués



ABONNEZ-VOUS à l'édition nationale en version papier



11 numéros / an

56,90 €
METROPOLE

11 numéros / an

83,90 €
EUROPE

11 numéros / an

74,90 €
DOM

11 numéros / an

90,90 €
TOM



RETROUVEZ
les éditions régionales
GRATUITES

Île-de-France
Auvergne-Rhône-Alpes
Occitanie
Bretagne
Région Sud
Grand Est
Pays de la Loire

Centre-Val de Loire
Bourgogne-Franche-Comté
Hauts-de-France
Nouvelle-Aquitaine
Normandie
Corse
DOM-TOM

sur sportmag.fr

Bulletin d'abonnement à retourner accompagné de votre règlement à :
SPORTMAG - Mas de l'Olivier - 10 rue du Puits - 34130 Saint-Aunès

Raison sociale : N° d'abonné :

Nom : Prénom :

Adresse :

CP : Ville :

Téléphone : Email :

METROPOLE : 56,90€ EUROPE : 83,90€ DOM : 74,90€ TOM : 90,90€

Service abonnement au 04 67 54 14 91 ou envoyer un email à : abonnement@sportmag.fr

Chèque bancaire ou postal à l'ordre de EVEN'DIA SPORTMAG

Mandat administratif Je souhaite recevoir une facture

Adresse de facturation si différente :

Date et signature obligatoires

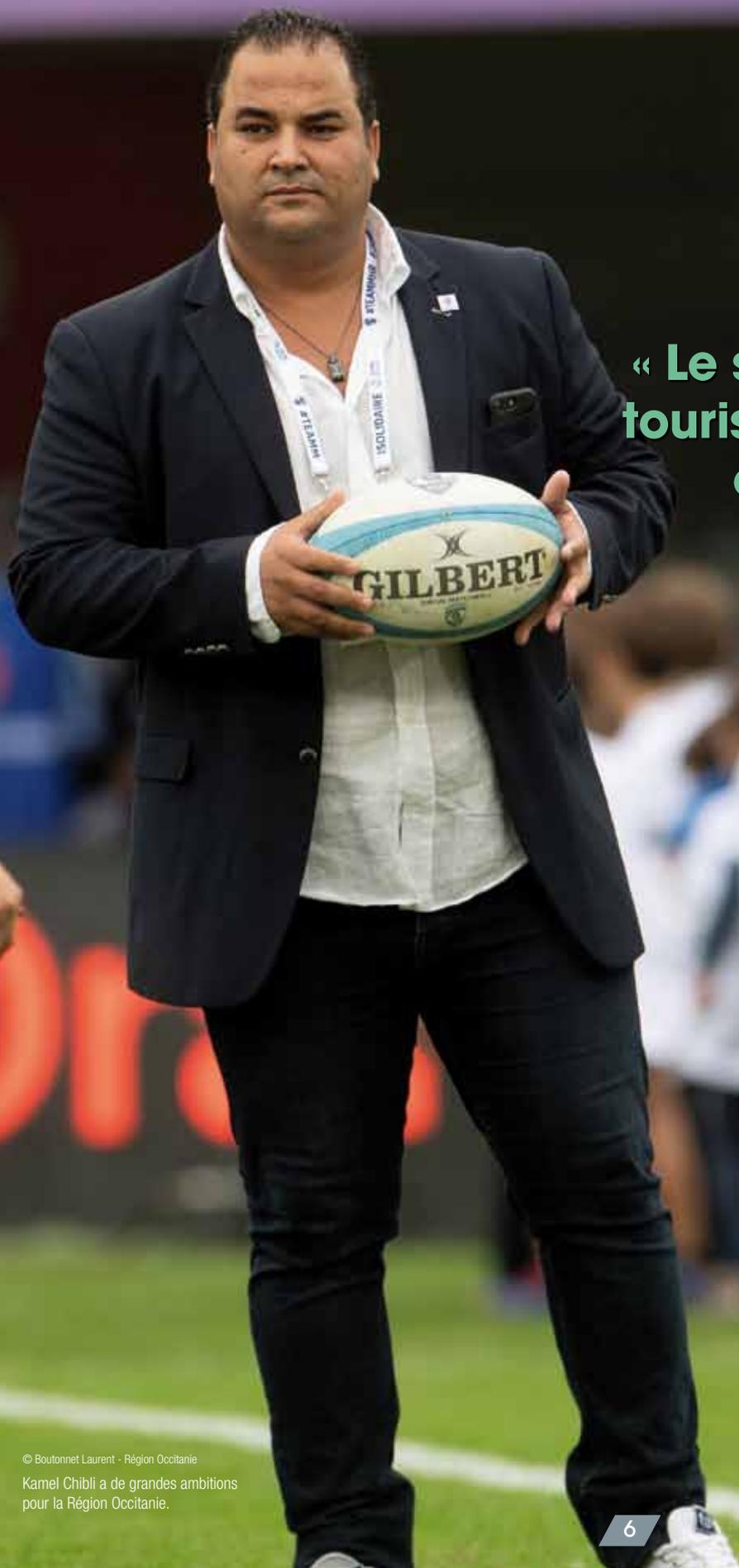
ACTUALITÉS

L'invité

par Simon Bardet

Kamel CHIBLI

**« Le sport au service du
tourisme, du patrimoine
et de l'agriculture »**



Vice-président de la Région Occitanie en charge des sports, de l'éducation et de la jeunesse, Kamel Chibli détaille les raisons de l'attractivité et du dynamisme de son territoire. Grands événements, sport scolaire, tourisme sportif, tout est mis en œuvre pour faire de la Région Occitanie une locomotive en matière de développement du sport en France.

Vous avez décidé de ne pas présenter votre candidature au Sénat après le retrait d'Alain Duran et de rester fidèle à la Région. Quelles en sont les raisons ?

Les raisons sont multiples. Tout d'abord, l'idée était de rester fidèle à un collectif, à une équipe. J'ai l'impression d'avoir fait le travail qu'il fallait faire dans ma thématique, mais de ne pas être allé au bout et de défendre mon bilan devant les électeurs. La deuxième raison, même si nul n'est irremplaçable, c'est de ne pas vouloir donner le sentiment à tous les acteurs du sport et de l'éducation de les abandonner sans les avoir préparés. J'ai beaucoup personnalisé la fonction, j'ai sillonné le territoire régional, j'ai fait en sorte de pouvoir accompagner tout le monde du sport, du plus petit niveau au sport professionnel. J'ai beaucoup travaillé, je me suis beaucoup investi personnellement pour mettre en place une politique sportive avec une véritable ambition. Celle d'être une des premières régions en France, ce qui est le cas. La décision d'aller ou pas au Sénat devait être prise un peu dans l'urgence, et j'avais un peu l'impression de les abandonner, voire de les trahir, si je quittais ma fonction. Démissionner de mon mandat un mois et demi plus tard, j'avais cette inquiétude de donner le sentiment d'être quelqu'un qui part ailleurs par opportunisme. C'est sûr que 99% des politiques auraient fait ça, parce que l'intérêt personnel était beaucoup plus au Sénat qu'à la Région. Mais, même si le poste au Sénat était quasi



Kamel Chibli a décidé de poursuivre sa mission de terrain auprès de la Région Occitanie.

© Boutomet Laurent - Région Occitanie

ficelé, j'en ai décidé autrement. C'était une décision difficile, ce qui m'a fait réfléchir, c'est la fidélité à la Région avec tout ce qu'on a construit avec la présidente. Et aussi tous ces acteurs que j'accompagne et avec lesquels j'ai noué énormément d'amitiés depuis maintenant cinq ans. Je les amène vers la construction d'une politique sportive ambitieuse, vers le fait de porter Paris 2024 en Région Occitanie, vers l'accompagnement des Creps, vers la nécessité d'avoir plus de liens entre le monde professionnel et le monde amateur. 2023-2024, c'est une période avec la Coupe du monde de rugby et les Jeux Olympiques. J'aurais eu l'impression d'avoir fixé un cap et de ne pas aller au bout. J'aurais eu du mal à me regarder dans la glace, même si beaucoup - car j'avais quasiment terminé mon mandat, auraient sûrement choisi l'option du Sénat. Ça a été une décision douloureuse, parce que tout le monde m'appelait pour que j'y aille, mais j'ai finalement choisi l'intérêt collectif plutôt que l'intérêt personnel.

Comment se passe la reprise du sport dans votre région après cette terrible crise sanitaire ?

La reprise est complexe, elle a été très partielle car c'était durant l'été, une période où, en général, il n'y a pas de sport au sens club sportif. Tous les événements ont été annulés, ça a été la problématique. La seule reprise qui a existé pendant la période estivale, de façon très partielle, ça a été le monde professionnel qui a repris l'entraînement. Pour le reste, il n'y a pas eu véritablement de reprise car le déconfinement a commencé au moment où les saisons se terminaient. Il y a surtout eu les

assemblées générales de clubs pour clôturer la saison, une saison en demi-teinte pour les raisons que l'on connaît. Déjà la saison n'a pas pu aller au bout, et il fallait préparer le budget de l'année prochaine, qui ne va pas être facile pour les clubs.

« Le secteur du sport est aujourd'hui en danger »

Comment préparez-vous cette rentrée de septembre, où les enjeux sont nombreux pour les clubs et les associations ?

Nous avons travaillé sur cette rentrée depuis des mois. Je me suis attelé à lancer une demande officielle au niveau national, à la ministre, sur un plan de soutien massif aux clubs sportifs. La priorité était plutôt sur la partie sanitaire, ce qui était normal, et sur la partie économique, mais ce n'est pas pour autant qu'il faut oublier les autres. Le secteur du sport est aujourd'hui en danger. Je me suis battu pour qu'on puisse mettre en place un plan Marshall du sport, notamment avec Thierry Braillard, qui est un ami. Nous avons été partiellement entendus, puisque la ministre m'a annoncé qu'on aurait notamment 1,2 ou 1,3 million d'euros sur la Région Occitanie à la destination des clubs, ce qui va permettre de les accompagner. C'est ce qu'a fait la Région Occitanie très tôt, puisqu'on a mis un fonds d'urgence de 5 millions d'euros dans le monde associatif, dont 1,5 million pour le monde du sport. Cela va permettre, notamment pour les clubs de niveau national, qui ont le plus de pertes, de limiter la casse. La Région a joué son rôle, mais il faut que tout monde joue le sien, parce que

si des clubs disparaissent de la carte, c'est un pan de la République qui est mis en danger, c'est une partie de la société qui est mise à mal. On a 35 millions de pratiquants en France, dont 16 millions dans les clubs. Notre Région compte 1,5 million de licenciés et 3 millions de pratiquants, nous sommes la Région qui pratique le plus le sport en France, ce n'est pas moi qui le dis, c'est Tony Estanguet. Avec le Covid-19, sur le plan sanitaire, on a réagi, car on était obligé d'être dans la réaction par rapport à une crise. Dans le sport, on peut agir avant de réagir. On peut anticiper, puisque les conséquences ne sont pas arrivées tout de suite pour le monde amateur, contrairement au sport professionnel. Si on peut prévenir plutôt que guérir, autant le faire, et là, c'est possible.

Au-delà de cette crise sanitaire, ne faudrait-il pas repenser l'organisation du sport sur le territoire et notamment donner plus d'importance au sport amateur, aux clubs et aux associations sportives ?

Si, et nous le faisons. On a mis en place une stratégie d'accompagnement qui est assez exceptionnelle au niveau du sport. On a doublé l'investissement pour les clubs et pour les collectivités. Après, repenser le modèle, ça ne veut rien dire. Les modèles de clubs qui étaient les plus vertueux, ce sont eux qui ont le plus souffert. Quand le modèle est vertueux, ça veut dire qu'il génère du partenariat privé et de la billetterie. Et ce modèle-là est le plus mis à mal parce que la crise sanitaire a entraîné la tenue de matchs à huis clos. Pour un club professionnel qui génère des recettes grâce à sa billetterie, c'est la mort du club. De notre côté, nous avons tout repensé. Nous avons mis en place avec AD'OCC Sport - bras armé de l'économie du sport de la Région, un certain nombre de tables rondes depuis plusieurs mois pour réfléchir à la digitalisation des clubs, à l'évolution des clubs, et à la nécessité d'une nouvelle réflexion après la crise. Tout cela en plus des dispositifs d'accompagnement que la Région met déjà en place. Nous accompagnons du petit club jusqu'à l'athlète de haut niveau, le professionnel. Il faut effectivement accompagner également le mouvement sportif, ce que l'on fait, notamment avec les ligues, qui permettent notamment d'accompagner et de former les bénévoles. Ce qu'il faut revoir, c'est que l'on se rend compte que les clubs reposent beaucoup



La championne olympique Perrine Laffont est une ambassadrice de choix pour la Région.

© Icon Sport

sur le bénévolat. Le bénévole aujourd'hui, il est en difficulté et il a plutôt envie de lâcher prise. Quand un bénévole passe toutes ses journées à chercher du partenariat privé et qu'il se rend compte que c'est compliqué, il n'a pas forcément envie de poursuivre. Il faut donc renforcer le bénévolat, il faut des avantages fiscaux plus intéressants au niveau national.

« L'élite de demain, elle est dans les établissements scolaires »

Nous travaillons actuellement à l'édition d'un mini-guide à destination de tous les clubs, pour leur donner des informations pratiques sur la gestion d'un club (administrative, législative...), sur la recherche de mécénat et de sponsoring, et sur la création de nouvelles entités avec les SCIC (Sociétés coopératives d'intérêt collectif). Nous avons également mis en place depuis maintenant deux ans la journée des bénévoles, qui se déroulera en octobre et qui permet de mettre en lumière tous ces acteurs du sport qui travaillent depuis tant d'années pour l'avenir de nos enfants.

J'imagine que le tourisme sportif est un secteur important pour la région Occitanie. Comment poursuivre son développement ?

C'est un secteur important parce que la deuxième économie de la Région, c'est le tourisme. Nous avons un patrimoine naturel extraordinaire, entre la mer et la montagne, aussi bien pour le ski et tous les sports d'hiver que pour les sports d'été. Nous avons aussi des hauts lieux exceptionnels de la voile et du kite. Nous avons reçu plusieurs fois le Tour de France à la voile, nous avons aussi des événements comme

le Mondial du Vent, le Défi Wind et le Défi Kite... Ces événements nous permettent de briller au niveau national et international. Clairement, aujourd'hui, on travaille sur le sport au service du tourisme, le sport au service du patrimoine naturel, et le sport au service de l'agriculture. C'est une direction qu'on a décidé de prendre depuis peu avec Sud de France, ça permet notamment d'utiliser les clubs et les sportifs que nous avons et qui sont des sportifs reconnus mondialement - Perrine Laffont, Kevin Mayer, Romain Ntamack - pour jouer le rôle d'ambassadrice ou d'ambassadeur de la Région. Cela permet de valoriser le patrimoine naturel et environnemental de notre territoire. Un exemple que je donne, cela fait partie des idées que l'on est en train de mettre en place : quand vous avez une Perrine Laffont qui monte au Château de Montségur à vélo pour se préparer, ou un Kevin Mayer qui teste son 100 mètres sur le Pont du Gard, imaginez ce que ça peut donner en termes d'image. Ces sportifs sont suivis par des millions de personnes, c'est pour nous une opportunité considérable. Je crois beaucoup à cela, au sportif et au sport au service du patrimoine et du tourisme, et aussi au service de l'agriculture et de nos producteurs. C'est ça la démarche aujourd'hui. Tout cela est compatible, et tout le monde se régale car on voit de plus en plus de «made in Occitanie» qui est joué par les sportifs, et ça plait beaucoup car ce sont des valeurs qui sont très propres aux sportifs que nous avons dans notre Région Occitanie.

Le sport à l'école est un autre sujet important et d'actualité. Comment vous positionnez-vous concernant son développement en Région Occitanie ?

Aujourd'hui, on se focalise sur le développement du sport scolaire. Il est

essentiellement porté par l'Education nationale car cela fait partie de ses compétences, il utilise les infrastructures régionales mais la Région était très peu mobilisée. La Carte Jeune Occitanie lancée à destination de nos jeunes lycéens et apprentis avait pour principale vocation d'aider des jeunes dans leur parcours scolaire. Cela veut dire avoir un ordinateur pour travailler à la maison et à l'école, les livres scolaires gratuits, mais on a voulu y ajouter la dimension sportive. On a mis en place, et c'est unique en France, une aide de 15 euros pour l'acquisition de la licence sportive scolaire, ce qui amène quasiment la gratuité de cette licence. A l'heure où je vous parle, nous sommes passés de 10, 15 000 licenciés UNSS à environ 40 000. On a quasiment multiplié par trois le nombre de licenciés UNSS dans les établissements. C'est aussi une manière de contribuer d'abord à susciter des vocations parce que la plupart des jeunes commencent par l'UNSS, mais c'est aussi la question du sport santé qui est en jeu. Nous sommes dans cette continuité politique d'accompagner cette évolution. Nous mettons aussi l'accent sur l'organisation d'événements interrégionaux, nationaux et internationaux pour l'UNSS, avec des championnats de France de cross, de volley, de basket, de rugby... En rugby à 15, les champions du monde UNSS sont de Castres. Il faut être clair, l'élite de demain, elle est dans les établissements. Pour les intéresser et les préparer, il faut bien évidemment favoriser le développement de la pratique. L'aide à l'acquisition de la licence permet incontestablement d'augmenter le nombre de pratiquants, de lutter contre cette problématique de santé, et en même temps de permettre de générer des pépites dans le monde du sport que l'on aura demain dans les différentes disciplines de notre territoire.

La Coupe du monde 2023 de rugby se déroulera en France. Quel impact aura-t-elle en Région Occitanie ?

Nous accueillons le fameux train 2023 (à Montpellier le 24 septembre, à Perpignan le 25 septembre, à Toulouse les 26 et 27 septembre). Nous sommes à l'initiative de 2023 apprentis, on travaille avec Claude Atcher (Directeur Général de la Coupe du monde France 2023). Je suis membre du Conseil d'administration au titre des Régions de France, donc je suis membre du GIP (Groupement d'Intérêt Public #FRANCE2023). L'idée, c'est de mettre au diapason les Régions. En ce qui concerne



Romain Ntamack fait briller l'Occitanie jusqu'en équipe de France de rugby.

© PA Images - Icon Sport

l'Occitanie, on souhaite que l'événement soit partagé par l'ensemble des habitants, pas uniquement par le mouvement sportif. Nous sommes la première région rugbystique de France, voire d'Europe, en nombre de licenciés. Nous ne sommes pas loin des 80 000 licenciés. On souhaite organiser plein de manifestations autour d'un certain nombre de tournois avec la Ligue Occitanie. Il n'y a que Toulouse qui accueillera des matches, mais nous aurons à priori trois camps de base, qui pourraient être positionnés sur Perpignan, Montpellier et Toulouse. Trois secteurs représentatifs de la diversité des territoires.

« Font-Romeu, un lieu incontournable pour la préparation en altitude »

On aura la possibilité de mobiliser les établissements, les écoles, les collèges, les lycées, en lien avec les départements et les collectivités locales. On va faire en sorte que cette fête du rugby 2023 soit la fête de toute la Région Occitanie. Nous devons être présent au rendez-vous car nous sommes la Région du rugby. On travaille avec Claude Atcher pour organiser de nombreux événements populaires, pour faire découvrir le rugby comme on le fait déjà avec des associations, je pense à l'association Rebonds ! à Toulouse, qui fait découvrir le rugby aux filles des quartiers. C'est aussi une manière de montrer que le rugby peut sortir de cette image de sport rude, et ça permet de développer le sport féminin, c'est important. C'est aussi un sport d'évitement, on a pu le voir avec le jeu du Stade Toulousain, et c'est un sport avec des valeurs extraordinaires. L'idée, c'est de développer la pratique de ce sport. On va s'appuyer sur des jeunes comme Mohamed

Haouas, qui est un garçon extraordinaire qui réussit, originaire du quartier du Petit Bard à Montpellier. Et beaucoup d'autres. Nous avons suffisamment d'ambassadeurs pour aller développer la pratique dans les quartiers, mais aussi dans les zones rurales les plus éloignées. Nous voulons aussi développer le rugby féminin, qui augmente aujourd'hui de façon considérable le nombre de licenciés.

Y aura-t-il un effet Paris 2024 pour votre région ? Avez-vous des garanties d'avoir des délégations en préparation sur votre territoire ?

Je pense que oui. S'il y a une Région qui risque d'avoir un certain nombre de délégations, c'est bien la Région Occitanie, pour plusieurs raisons. D'abord, nous avons un écosystème favorable, avec la mer et la montagne, et la proximité avec Marseille pour la voile. Ensuite, les Creps de Toulouse, Montpellier et Font-Romeu accueillent régulièrement des délégations. Nous avons des garanties sur Font-Romeu. A l'heure où je vous parle, quasiment 300 médailles olympiques sont passées par Font-Romeu. Nous avons de façon régulière des délégations étrangères qui viennent. C'est un lieu incontournable au niveau européen pour la préparation en altitude, ce qui place la Région Occitanie quasiment en pole position. La présidente de la Région, Carole Delga, va annoncer en octobre, de gros investissements sur le site, ce qui va permettre de monter encore d'un niveau les équipements, ce qui va permettre de nous placer quasiment dans le Top 5 au niveau mondial. C'est unique. Entre les clubs, les centres de formation, les structures, nos trois Creps, et un mouvement sportif très mobilisé et très structuré, la Région Occitanie est très bien placée au niveau national.

ACTUALITÉS

À la une

par Olivier Navarranne



Roland-Garros

fidèle au poste





© Icon Sport

Président de la Fédération Française de Tennis, Bernard Giudicelli assure que les mesures sanitaires essentielles ont été prises.

Habituellement organisé en mai, Roland-Garros aura cette fois lieu du 21 septembre au 11 octobre. Un décalage causé par la pandémie de Covid-19, dont les effets vont se faire ressentir lors d'une édition 2020 pas comme les autres.

En mai, des centaines de milliers de personnes se pressent habituellement du côté de la Porte d'Auteuil. Mais cette année, le calme régnait autour des terrains de Roland-Garros en cette période de l'année. Et pour cause : crise sanitaire oblige, le tournoi parisien a été annulé...puis finalement reporté. À la grande surprise de nombreux

joueurs, et d'autres tournois du circuit ATP, Roland-Garros a été le premier à annoncer un report à une date précise. C'est donc finalement du 21 septembre au 11 octobre que se tiendra l'édition 2020 de ce tournoi du Grand Chelem. Les qualifications auront lieu du lundi 21 au vendredi 25 septembre et seront suivies du tableau final du dimanche 27 septembre au 11 octobre. « Nous nous réjouissons que la concertation avec les différentes instances internationales du tennis ait permis l'extension à trois semaines de l'édition 2020 du tournoi de Roland-Garros. Dans le contexte actuel, si difficile, nous avons pleinement conscience du privilège de pouvoir organiser Roland-Garros dans sa forme habituelle », se félicite Bernard Giudicelli, Président de la Fédération Française de Tennis. La semaine dédiée aux qualifications va d'ailleurs participer à soutenir financièrement des joueuses et joueurs professionnels dont les revenus ont été touchés par la crise du Covid-19. « La décision de report à l'automne du tournoi de Roland-Garros que nous avons prise en responsabilité dès le 17 mars aura permis de sauver, si les conditions sanitaires naturellement restent bien

orientées, une saison sur terre battue en 2020 dont il sera le point d'orgue, comme chaque année », assure Bernard Giudicelli. « Le tournoi de Roland-Garros reste et assume ainsi pleinement sa responsabilité historique de championnat du monde sur terre battue. Le tournoi automnal 2020 sera une nouvelle page, nous y travaillons, de la légende Roland Garros ».

Une jauge de 50 à 60% de spectateurs

Une édition 2020 qui entrera, en effet, dans l'histoire. Par sa place dans le calendrier, mais aussi par les mesures sanitaires sans précédent prises par l'organisation du tournoi. La FFT adaptera la gestion des flux et les sens de circulation dans le stade afin de permettre le respect des gestes barrières et règles de distanciation. Si le port du masque sera recommandé aux abords du stade ainsi qu'en situation statique dans le stade (gradins des courts), il sera obligatoire pour le public en situation dynamique dans les 12 hectares que représente l'enceinte de Roland-Garros. L'aménagement des différents espaces s'adaptera aux consignes sanitaires pour

STRASBOURG

pour préparer Paris

Pendant que la semaine de qualifications aura lieu du côté de Roland-Garros, quelques-unes des meilleures joueuses de la planète tennis ont rendez-vous à Strasbourg, du 20 au 26 septembre, à l'occasion des Internationaux de Strasbourg. Un tournoi sur terre battue qui, ces dernières années, servait de préparation à l'approche de Roland-Garros. Ce sera particulièrement le cas cette année avec un tournoi alsacien placé juste avant le Grand Chelem parisien. Vainqueur en 2016 et finaliste l'an dernier, Caroline Garcia devrait être particulièrement à son aise.

Plus d'informations sur www.internationaux-strasbourg.fr

permettre notamment le respect des règles de distanciation. Enfin, le nettoyage et la désinfection des différentes zones seront intensifiés. Des distributeurs de gel hydroalcoolique seront implantés. Sur les trois courts principaux, le placement en tribune sera soumis à un protocole précis : sur chaque rang, un écart d'un siège entre chaque groupe d'acheteurs qui sera composé au maximum de 4 personnes désireuses de rester assises côte à côte. Sur les courts annexes, un siège sur deux sera condamné physiquement, le placement étant libre sur les sièges disponibles. Ainsi le nombre de spectateurs admis dans le stade sera de 50% à 60% de la jauge habituelle. Cette réduction permettra le respect strict des

gestes barrières. La Fédération Française de Tennis appliquera également un protocole sanitaire spécifique aux joueuses et joueurs ainsi qu'à leur entourage.

Guy Forget : « Il y aura des tests »

Autant de mesures sur lesquelles Guy Forget, directeur du tournoi, demeure très attentif. « Nous voulons protéger autant que possible, pas seulement les joueurs, mais tous ceux qui seront là pour ce tournoi. Pour les enfants ramasseurs de balles, par exemple, nous ne les laisserons pas ramasser les serviettes comme ils étaient habitués à le faire. Encore une fois, nous suivrons à la lettre ce que le



Directeur du tournoi, Guy Forget est ravi de pouvoir compter sur un plateau de grande qualité.

ministère des Sports et de la Santé nous dit de faire », assure Guy Forget. « Il y aura des tests. Il y aura des toilettes autour du stade afin que les gens puissent se laver les mains régulièrement. Nous voulons éviter autant que possible les contacts et garder un espace approprié entre les personnes. Je pense que ça va évoluer d'ici le début du tournoi. Mais nous ferons de notre mieux pour que chacun se sente en confiance et à l'abri des problèmes de virus. » Guy Forget a d'ailleurs tenu à



Tenant du titre, Rafael Nadal a rapidement confirmé sa participation.



© Icon Sport

Gaël Monfils croit fermement en ses chances à l'occasion de cette édition 2020.



© Icon Sport

Novak Djokovic, qui a contracté le Covid-19 au début de l'été, sera bel et bien de la partie.

maintenir un programme fourni afin que Roland-Garros puisse vivre une édition 2020 se rapprochant au maximum d'une édition « classique ». « Pendant un certain temps, nous avons envisagé de ne pas jouer les qualifications. Mais cela fait partie du tournoi. Il y aura donc une épreuve de qualification pour les hommes et les femmes, ainsi que pour les juniors. Pour un junior, rêver et éventuellement participer au tournoi principal est un événement important et une étape importante dans sa progression. Il en va de même pour les doubles et beaucoup de gens apprécient les doubles dans notre pays. Le tennis en

fauteuil roulant est également devenu très populaire et nous voulons le soutenir. Le double mixte et le tournoi des légendes sont probablement les deux seuls événements que nous prévoyons de ne pas organiser cette année. »

Nadal présent, Federer absent

Concernant son plateau, l'édition 2020 devrait fortement ressembler aux précédentes. En effet, les meilleurs joueurs et joueuses de la planète devraient être de la partie et se donner rendez-vous Porte

d'Auteuil. Tenant du titre et vainqueur à douze reprises sur la terre battue parisienne, Rafael Nadal a d'ores et déjà confirmé sa participation. Même chose pour le numéro 1 mondial Novak Djokovic, qui a contracté le Covid-19 il y a quelques mois, sans conséquence. Finaliste l'année passée, Dominic Thiem sera lui aussi de la partie. En revanche, pas de Roger Federer sur la terre battue parisienne. Opéré du genou, le Suisse est en phase de reprise et a déjà tiré un trait sur la saison 2020. Côté français, les principales chances de briller reposent une nouvelle fois sur les épaules de Gaël Monfils, membre du top 10 au classement ATP.

Au sein du tableau féminin, les meilleures joueuses de la planète devraient, elles aussi, être au rendez-vous du tournoi parisien. Numéro 1 mondiale, Ashleigh Barty entend bien défendre son titre Porte d'Auteuil. Karolina Pliskova, Naomi Osaka, Simona Halep ou encore Bianca Andreescu : elles tenteront toutes d'empêcher l'Australienne de doubler la mise. Côté tricolore, les principales chances reposent sur Caroline Garcia et Kristina Mladenovic. « Les joueurs et joueuses ont répondu présent et c'est évidemment une grande satisfaction », se réjouit Guy Forget. « Malgré les circonstances actuelles que l'on connaît tous, nous serons en mesure de proposer une édition 2020 de grande qualité. C'est là notre plus belle victoire. »



© Icon Sport

Kristina Mladenovic fait figure de principale chance française dans le tableau féminin.

FINALE COUPE DE FRANCE

FÉMININE DE BASKETBALL

VENDREDI 18 SEPTEMBRE 2020 • PARIS

TANGO BOURGES BASKET
LDLC ASVEL FÉMININ

20H30*

ACCOR ARENA

INFOS ET RÉSA : BILLETTERIE.FFBB.COM

ACCORARENA.COM

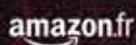
RETOUR AU JEU 



PARTENAIRE ÉVÈNEMENT



FOURNISSEURS OFFICIELS



PARTENAIRES OFFICIELS



*sous réserve de modification liée à la diffusion TV

ACTUALITÉS

Dossier

par Simon Bardet et Olivier Navaranne



UNE RENTRÉE SPORTIVE

aux multiples enjeux



Ils viennent d'horizons politiques différents, mais ils se battent tous pour défendre la place du sport dans notre société. Et après la crise sanitaire liée au Covid-19, ils s'accordent sur l'urgence à relancer le mouvement sportif. Entretiens.

François CORMIER- BOULIGEON

« Je souhaite que les Français retrouvent le plaisir par le sport »

Président du Groupe Sport à l'Assemblée nationale, François Cormier Bouligeon défend la politique sportive mise en place par le gouvernement. Le député du Cher a remis cet été au Premier ministre 50 mesures pour relancer le Sport français.



François Cormier-Bouligeon est persuadé que « les activités physiques et sportives peuvent et doivent jouer un rôle essentiel dans une France modernisée ».

Pourquoi est-ce si important de penser le sport de demain ? Quel doit être le modèle français mis en place lors des prochaines années ?

Le sport et plus largement les activités physiques et sportives peuvent et doivent jouer un rôle essentiel dans une France modernisée. J'attache une importance toute particulière au sport pour tous tout au long de la vie, sujet sur lequel la sénatrice Françoise Gatel et moi avons remis un rapport au Premier ministre en 2019. Le sport et les APS sont le meilleur outil à offrir à nos jeunes pour qu'ils construisent le bien-être de leur corps et leur place dans le corps social, le meilleur outil à offrir aux adultes pour rester en bonne santé et évacuer le stress de la vie professionnelle, le meilleur outil à offrir aux seniors pour qu'ils conservent le plus longtemps leur vitalité et leur autonomie. A travers, le sport et les APS, nous défendons une vision humaniste de notre société et c'est ce qui est passionnant !

La « rétrogradation » de Roxana Maracineanu n'est-elle pas le signe annonciateur d'un futur avec une Agence

nationale du sport toute puissante et un ou une ministre des Sports de « représentation » ?

Ma préférence personnelle va naturellement vers un ministre des Sports de plein exercice, mais la place du sport au sein du gouvernement a tellement évolué depuis un siècle... Je préfère encore un grand ministère de l'Education nationale, de la jeunesse et des sports qu'un rattachement au ministère de la Guerre comme en 1921 ! Jean-Michel Blanquer se trouve à la tête d'un ministère de « la tête et les jambes » ou un ministère « Mens sana in corpore sano ». J'ai la certitude qu'il en fera quelque chose de très bien en partenariat avec Roxana Maracineanu. Nous sommes disponibles pour les y aider.

« L'après crise sanitaire » n'est-il pas l'occasion de lancer un grand plan d'investissement pour le développement du sport en France ?

Oui, clairement et c'est pourquoi avec 75 députés LaRem, Cédric Roussel qui préside le groupe d'études « économie du sport » de l'Assemblée nationale et moi qui préside

le groupe d'études « sport », avons proposé à Jean Castex, excellent connaisseur du sujet, un plan comprenant « 50 mesures pour relancer le sport français ». Nos propositions vont d'un chèque Sport pour permettre aux familles modestes de reprendre des licences en club à la rentrée, jusqu'à des outils innovants permettant aux Français d'investir dans les clubs professionnels.

« Le sport santé est indispensable ! »

La gestion du sport en France se fait à de multiples étages : mairies, Métropoles, départements, régions, Etat avec le ministère des Sports, Agence nationale du sport, CNOSF... Ne faut-il pas simplifier les choses ?

Nous sommes dans une période de transformation du modèle sportif français. C'est un moment de transition, nous sommes sur le chemin sans voir encore la ligne d'arrivée... Nous clarifions les compétences entre celles, régaliennes, qui

doivent être exercées en direct par l'Etat, et celles qui ne le sont pas, qui sont confiées à l'ANS et exercées en partage par les quatre grandes familles que sont l'Etat, le mouvement sportif, les collectivités locales et le monde économique.

L'ANS vient de souffler sa première bougie, elle doit encore grandir et se renforcer. Le niveau national est en place et le niveau régional le sera bientôt je l'espère. Je plaide quant à moi pour une prise de compétence sport au niveau du bloc communal, communes et communautés de communes, parce que c'est à ce niveau-là que se mettent en place les actions concrètes !

Ces dernières années, le sport-santé est devenu une cause importante à développer, car il a un rôle essentiel dans la diminution des dépenses de santé. Que faire pour qu'il ait toute sa place dans le paysage du sport français ?

Le sport santé est indispensable ! Nous avons créé les Maisons sport santé, non pas ex nihilo, mais en labellisant les initiatives locales. C'est une politique intelligente car elle respecte les acteurs des territoires. Une première vague de 138 MSS s'est levée, d'autres suivront. Lors de l'examen de la loi de finances pour 2021, nous proposerons de déplaçonner les taxes affectées au sport, en particulier pour offrir à ces MSS un vrai financement. Au-delà, nous avons engagé un dialogue avec Olivier Véran, ministre de la santé, pour que le prochain PLFSS (Projet de loi de financement de la Sécurité sociale) aille plus loin en matière de remboursement d'activités physiques adaptées. L'efficacité



© Icon-Sport

Les JOP de Paris 2024 permettront-ils de faire avancer le sport français ?

de la prévention primaire, secondaire et tertiaire par les APS n'est plus à démontrer, elle est à développer !

Le sport à l'école est un autre sujet important. Y a-t-il une bonne formule à mettre en place pour permettre aux jeunes de faire plus de sport, tout en donnant satisfaction aux professeurs d'EPS, aux associations et aux clubs ?

Avec 2S2C, nous avons réussi une chose : remettre au centre du débat la place du sport en faveur de notre jeunesse. C'est une exigence partagée par de nombreux acteurs et notamment par l'USEP et l'UNSS dont les présidentes nationales et les acteurs locaux sont formidables ! Je souhaite que l'EPS soit confortée dans le temps scolaire et notamment dans le premier degré. Mais je souhaite aussi que nos jeunes soient considérés dans leur globalité, comme enfants et adolescents et comme élèves, collégiens et lycéens. Bref, nous devons mener une réflexion sur les temps scolaires, périscolaires et extrascolaires. Avec ma collègue députée du Nord Béatrice Descamps, nous proposons une concertation sur l'année scolaire 2020/2021 avec l'ensemble des acteurs concernés.

« Je souhaite que l'EPS soit confortée dans le temps scolaire »

La mise en place du projet 2S2C a posé la question des infrastructures, parfois peu nombreuses et vétustes. La France a pris du retard dans ce domaine. Comment résoudre ce problème, qui a un coût financier important ?

Le plan de relance de l'économie française serait un très bel outil pour reconstruire nos équipements sportifs souvent vétustes, toujours saturés ! Bruno Le Maire et Olivier Dussopt seraient bien inspirés de l'entendre...

Quels sont vos souhaits sportifs pour la rentrée 2020-2021 ?

Je souhaite que les Français sortent de la morosité née de la crise sanitaire en retrouvant le plaisir par le sport ! Les 300 000 clubs et associations fourmillent d'idées qui respectent les contraintes liées à la Covid 19. Je souhaite aussi aux clubs professionnels, tous sports confondus, de trouver des solutions pour survivre. Nous cherchons des solutions pour les y aider.

A titre plus personnel, je souhaite bien sûr remporter le prochain Tournoi des 6 nations avec le XV Parlementaire où je joue pilier gauche. Ce serait une belle victoire

François Cormier-Bouligeon EN BREF

François Cormier-Bouligeon est député du Cher et préside le Groupe Sport à l'Assemblée nationale. Il fait également partie du XV Parlementaire, avec qui il peut remporter le Tournoi des 6 Nations. Cet été, François Cormier-Bouligeon a remis au Premier ministre Jean Castex, avec 70 députés La République en marche, une liste de 50 mesures pour relancer le Sport français.

après la médaille de bronze gagnée à la Coupe du Monde au Japon !

A plus long terme, quel héritage Paris 2024 doit-il laisser pour que l'on puisse dire que ces Jeux sont réussis pour les Français ?

Dans un monde qui se complexifie de jours en jours, rassembler les nations autour de jeux pacifiques sera une première victoire ! Mettre en avant les sportives et sportifs français de haut niveau serait encore mieux. Claude Onesta y travaille avec son équipe et je leur souhaite plein succès. Je souhaite également que nos entreprises françaises soient mises dans les meilleures conditions pour démontrer qu'elles peuvent concourir à réaliser des jeux sobres, respectueux de l'environnement mais aussi à la pointe des technologies modernes. La France est un pays d'innovations sportives, le Tremplin le démontre tous les jours !

Mais surtout, ces Jeux Olympiques et Paralympiques seront un succès si l'on peut faire partager à chaque Française et chaque Français, quels que soient leur âge et leur condition physique qu'il peut remporter sa propre médaille d'or en réalisant son objectif qui pourra être de terminer un semi-marathon pour les uns ou d'abandonner sa voiture pour aller au travail en marchant ou à vélo pour les autres. C'est cela la richesse du sport et des APS : une immense diversité des possibles !

Quand est-ce que la France sera « une vraie nation sportive » ? En 2016, Le Président de la République annonçait son souhait de 3 millions de pratiquants sportifs supplémentaires. Où en sommes-nous ?

Nous avançons dans cette direction, mais l'exercice relève plus du marathon que du sprint !

Régis JUANICO

« Il est urgent de relancer le sport du quotidien »

Fin juillet, Régis Juanico (Génération.s) remettait avec Cédric Roussel un rapport d'évaluation sur l'application de la loi Braillard de mars 2017. Aujourd'hui, le député de la Loire souhaite que des efforts soient faits pour remettre le sport sur les rails lors de cette rentrée 2020.



Régis Juanico souhaite que « le contrôle des fédérations sportives sur les questions d'éthique relève du ministère des Sports et non du CNOSF ».

« L'après crise sanitaire » n'est-il pas l'occasion de lancer un grand plan d'investissement pour le développement du sport en France ? N'est-ce pas important de penser maintenant le sport de demain ?

Malgré des contraintes sanitaires sans précédent, 40% des Français ont continué à pratiquer une activité physique et sportive pendant le confinement, 20% ont pu découvrir de nouvelles activités sportives. L'objectif de trois millions de pratiquants supplémentaires d'ici les Jeux de 2024 est plus que jamais d'actualité. Si les sportifs de haut-niveau ont pu reprendre entraînements et compétitions progressivement, beaucoup d'incertitudes demeurent sur la reprise effective des activités associatives. Alors avant de penser au « sport de demain », il est urgent de relancer le sport du quotidien dès cette rentrée et cela nécessite des moyens financiers exceptionnels qui ne sont pas pour le moment au rendez-vous.

Le sport professionnel est une vitrine pour la France, mais ne faudrait-il pas mettre l'accent plus encore sur le sport amateur, le sport pour tous ?

Beaucoup d'équipements sportifs sont encore fermés et le monde amateur est à l'arrêt depuis près de six mois. Une telle

coupure est sans précédent et les clubs craignent à juste titre de perdre leurs licenciés et leurs bénévoles. Au parlement, mes propositions d'amendements pour la création d'un fonds de solidarité national, le soutien au mécénat sportif ou la mise en place d'un chèque sport sont restées lettre morte. Le sport amateur avec ses trois millions de bénévoles engagés dans 350 000 clubs est malheureusement un des seuls secteurs d'activités à ne pas bénéficier de plan de relance spécifique. La gravité de la situation est sous-estimée en haut-lieu, en dépit de nos alertes de terrain maintes fois répétées.

« Les politiques publiques sportives ne se résument pas à la question éducative »

La « rétrogradation » de Roxana Maracineanu n'est-elle pas le signe annonciateur d'un futur avec une Agence nationale du sport toute puissante et un ou une ministre des Sports de « représentation » ?

La mise sous tutelle au sein de l'Education Nationale est révélatrice de l'importance accordée au sport dans notre pays... La

disparition d'un ministère des Sports de plein exercice ne me surprend pas : elle était inscrite dans la feuille de route technocratique d'Action Publique 2022, de même que la suppression de 1600 Conseillers Techniques et Sportifs alors que ces cadres d'Etat ont été exemplaires pendant la crise sanitaire.

Les politiques publiques sportives ne se résument pas à la question éducative, elles concernent le sport-santé-bien-être, la politique de la ville et des quartiers mais aussi la ruralité avec les sports de nature, le sport en entreprise, dans l'administration publique, l'inclusion des publics les plus éloignés de la pratique sportive ou le sport handicap... Avec la double autorité ministérielle et la montée en puissance de l'ANS qui a repris l'essentiel des prérogatives du ministère, le risque est de complexifier les décisions et de diluer la spécificité des politiques publiques sportives nationales.

La gestion du sport en France se fait à de multiples étages : mairies, Métropoles, départements, régions, Etat avec le ministère des Sports, Agence nationale du sport, CNOSF... Ne faut-il pas simplifier les choses ?

Oui, sans remettre en cause le sport en tant que compétence partagée, il faut mieux spécialiser les collectivités territoriales pour

Régis Juanico EN BREF

Régis Juanico est député de la 1^{ère} circonscription de la Loire. Avec Cédric Roussel, il a remis en juillet dernier un rapport d'évaluation sur l'application de la loi Braillard de mars 2017, pour laquelle il demande un acte 2. L'objectif de ces 27 propositions nouvelles est d'alimenter la future loi sur le sport, annoncée depuis plus de deux ans par le ministère des Sports.

que les acteurs y voient clairs : équipements sportifs de proximité et subventions aux clubs pour les communes, sport professionnel et grandes infrastructures pour les intercommunalités, publics les plus éloignés de la pratique sportive et handisport pour les départements, formation et gestion des CREPS pour les régions... Les conférences des financeurs doivent permettre de clarifier le rôle de chacun en gardant la spécificité de chaque territoire, mais on prend beaucoup de retard dans leur mise en place et l'Etat ne doit pas décider à la place des collectivités localement. Mais j'insiste, l'Etat doit demeurer le garant de l'application des politiques publiques sportives dans le cadre d'un service public partout dans nos territoires. Les aides aux emplois sportifs qualifiés -pour un montant de près de 50 millions d'euros- doivent par exemple demeurer une prérogative de l'Etat pas des fédérations.

Pourquoi est-ce nécessaire de mettre en place un acte 2 de la « loi Braillard » ?

Des progrès ont été réalisés grâce à la loi du 1^{er} mars 2017, nous les avons listés avec Cédric Roussel dans notre rapport : dans la lutte contre les violences dans le sport, la manipulation des compétitions sportives, le rôle des DNCG, mais comme le reconnaît Thierry Braillard lui-même, nous devons aller plus loin sur un certain nombre de dispositions législatives où les résultats se font attendre.

Le mécanisme de contrat d'exploitation commercial censé prendre le relais du droit à l'image collective pour renforcer la compétitivité du sport professionnel est pour le moment un échec -53 joueurs et entraîneurs pour 3 millions d'euros générés- du fait des incertitudes fiscales et juridiques, celui de la garantie d'emprunt mérite d'être mieux connu des collectivités territoriales qui souhaitent investir dans les enceintes sportives.

13 fédérations n'ont pas créé de charte et de comité d'éthique et de déontologie. Le sport français a-t-il du mal à suivre le rythme des réformes ? Est-ce difficile d'imposer la modernisation aux fédérations ?

62 des 75 fédérations délégataires sont en règle, il faut aussi le souligner, mais vingt d'entre elles se sont mises en conformité avec la loi depuis le début de l'année 2020 au dernier moment sous la pression alors qu'elles auraient dû l'être à la fin de l'année 2017. Ce n'est pas acceptable, c'est pourquoi nous demandons que le contrôle des fédérations sportives sur les questions d'éthique relève du ministère des Sports et non du CNOSEF, et soit éventuellement assorti de sanctions.

« La Conférence Permanente du Sport Féminin n'a pas eu un fonctionnement satisfaisant »

Vous souhaitez promouvoir le sport féminin. Est-ce raisonnable de pousser vers le professionnalisme ou faut-il développer le double projet (métier et haut niveau en parallèle) ?

La Conférence Permanente du Sport Féminin créée par la loi Braillard n'a pas eu un fonctionnement satisfaisant faute de volonté politique, alors que l'Instance Nationale du Supportérisme, elle aussi

sous l'égide du ministère des Sports, a pris des dossiers parfois sensibles à bras le corps. Outre une meilleure mixité des instances sportives et visibilité médiatique des disciplines féminines, des ressources financières doivent être fléchées sur le développement du sport féminin, dans les budgets des collectivités et de l'Etat mais aussi au sein du sport professionnel (droits télévisuels, marketing, partenariats) pour construire un modèle économique spécifique au sport professionnel féminin. Les récents accords collectifs, exemplaires en matière de droits sociaux, de salaire minimum et de reconversion dans les Ligues de basket et de handball doivent également être généralisés à l'ensemble des Ligues professionnelles.

Ces dernières années, le sport-santé est devenu une cause importante à développer, car il a un rôle essentiel dans la diminution des dépenses de santé. Que faire pour qu'il ait toute sa place dans le paysage du sport français ?

Le sport a occupé une place importante pendant le confinement : pour l'équilibre de chacun, la lutte contre le stress et l'anxiété, la prise de poids liée à la sédentarité ou pour stimuler le système immunitaire. A la maison d'abord, comme en témoignent la forte hausse des commandes d'articles de sport en ligne (cordes à sauter, tapis de sol, vélos d'appartement, haltères...) et la fréquentation de sites ou d'applications permettant de « bouger chez nous ». En plein air également : l'activité physique individuelle dans le respect des règles de distanciation physique (course à pied, marche nordique...) dans la limite d'une heure et dans un rayon d'un km figurait parmi les sept motifs exceptionnels de dérogation à la règle générale d'interdiction des déplacements.

Alors que de nouveaux pratiquants se sont mis ou remis au sport pendant le confinement et qu'on constate une envolée des achats de vélos, il n'a pas été prévu de dispositifs humains pour encadrer les activités physiques adaptées et accueillir ce nouveau public dans les clubs au moment du déconfinement, c'est une occasion manquée, d'autant plus que les mutuelles étaient prêtes à mettre des moyens financiers importants.



© Icon Sport

Les Mutuelles informent les jeunes sur l'importance du sport.



© Michel Savin

Sénateur depuis 2011, Michel Savin préside le groupe des Pratiques sportives et grands événements sportifs.

Michel SAVIN

« Le sport est déclassé par l'État »

Sénateur Les Républicains de l'Isère, Michel Savin est aussi le Président du groupe Pratiques sportives et grands événements sportifs au Sénat. Il tient à lancer un message d'alerte face au manque d'intérêt de l'État concernant l'avenir du sport.

En cette rentrée, le Covid-19 a-t-il laissé des traces profondes sur le monde du sport ?

Je pense que nous allons progressivement mesurer l'impact de cette crise. C'est en ce mois de septembre, avec le redémarrage des différentes compétitions et l'ouverture des inscriptions au sein des clubs, que nous allons mesurer si le nombre de licenciés va se maintenir ou augmenter. Ou, au contraire, si ce chiffre va fortement baisser, ce que craignent de nombreuses fédérations. Une forte baisse serait évidemment alarmante pour le monde du sport et son avenir.

Selon vous, l'État est-il au rendez-vous sur les questions sportives ?

Les mesures de prévention et d'arrêt des activités qui ont été prises ont été les bonnes, il n'y a pas de doute là-dessus. Il était important de privilégier l'aspect sanitaire et la sécurité avant tout. En revanche, force est de constater que la gestion du

sport professionnel n'a pas été bonne. Lorsque l'on voit ce qu'il s'est produit dans les pays voisins, on constate que l'État n'a pas bien préparé les choses. C'est une gestion que l'on va payer au niveau économique, mais également sportif.

« Soyons très attentifs à la gestion du sport amateur »

Quel rôle entendez-vous jouer, vous et vos collègues sénateurs, sur cette thématique ?

Je pense qu'il est nécessaire que nous soyons très attentifs à la gestion du sport amateur. Il faut que l'on puisse accompagner les fédérations afin qu'elles soient en mesure et en capacité de donner les bonnes directives aux clubs sur la reprise de l'activité. Je pense surtout à des aspects essentiels comme

la communication, l'information, la réglementation, mais aussi la gestion sur le plan financier. C'est principalement sur cela que nous allons devoir faire un point. Il est capital d'inciter les plus jeunes à revenir se licencier dans les clubs. Un effort devra être fait par les fédérations et c'est sur cet aspect-là que l'État, et plus particulièrement le Ministère des Sports, devra apporter sa contribution financière et logistique. Les Sénateurs seront très attentifs à cela.

Pourtant, le ministère des Sports perd son influence, lui qui est désormais placé sous la tutelle du ministère de l'Éducation...

C'est un très mauvais message qui a été envoyé. Nous sommes à quatre ans de l'organisation de la plus grande compétition mondiale à Paris et ce « déclasser » du ministère des Sports est donc une très mauvaise nouvelle. Aujourd'hui, j'ai la sensation qu'il y a une volonté de scinder le sport de haut niveau et le sport amateur avec d'un côté l'Agence nationale du sport et de l'autre une dérive vers les collectivités afin de gérer le sport pour tous. Je m'attendais personnellement à ce que le sport soit remis à sa juste place. Durant la période de confinement, nous avons pu voir que le sport était un facteur clé et essentiel concernant la santé et le bien-être de nos compatriotes.



Selon le député de l'Isère, la gestion du sport professionnel lors de la crise du Covid-19 n'a pas été bonne.

© Icon Sport

Aujourd'hui, le sport est déclassé par l'État et c'est quelque chose que je regrette énormément.

« Le sport doit être une priorité au niveau national »

Quelles mesures entendez-vous défendre dès cette rentrée ?

Le Sénat essaye depuis des années, par différents amendements, d'influer sur le budget du ministère des Sports.

Malheureusement, les avancées portées par le Sénat sur ce sujet n'aboutissent pas à l'Assemblée nationale. Le gouvernement n'a donc pas suivi les recommandations du Sénat sur la hausse du budget accordé au sport. C'est donc un sujet sur lequel nous allons continuer à nous battre à l'occasion de cette rentrée, tout comme celui concernant l'avenir des CTS. Enfin, nous allons discuter autour du projet de loi Sport et Société, que nous attendons depuis deux ans. Nous attendons ce texte afin de pouvoir apporter les corrections nécessaires si le texte ne répond pas aux attentes sur des sujets forts comme le sport santé, le sport à l'école ou encore le sport en entreprise.

Selon vous, l'État est-il capable de changer son fusil d'épaule ? Ou a-t-il prouvé que le sport n'est pas l'une de ses priorités ?

Les actes de l'État montrent en tout cas que le sport ne passe pas au premier plan. Mais de mon côté, je continuerai à me battre afin de montrer que le sport doit être une priorité au niveau national. L'État évoque régulièrement les valeurs du sport, mais très peu de moyens sont mis en place afin de permettre au sport de grandir et de mettre en place une vraie politique. Si tout le monde reconnaît les bienfaits de la pratique du sport dans ce pays, il faut désormais que l'on s'en donne les moyens. Aujourd'hui, nous avons un Premier ministre qui a dirigé l'Agence nationale du sport. J'ose espérer qu'il aura à cœur de défendre les intérêts du sport et d'entendre notre message d'alerte.



© Michel Savin

Michel Savin attend une réaction du gouvernement, et notamment du Premier ministre Jean Castex.

Michel Savin EN BREF

Né à Grenoble, Michel Savin est un homme politique profondément ancré dans le territoire isérois. Dès 1990, à seulement 32 ans, il devient Conseiller général de l'Isère, élu dans le canton de Domène. Une fonction qu'il occupe jusqu'en 2011. De 1995 à 2017, il est Maire de Domène, puis conseiller municipal de la ville depuis 2017. Sénateur de l'Isère depuis 2001, Michel Savin fait partie des sénateurs les plus actifs. Il préside ainsi le groupe Pratiques sportives et grands événements sportifs au Sénat.

Marie-George BUFFET

« Nous, députés, avons été contournés »

Députée de Seine-Saint-Denis et ancienne ministre des Sports, Marie-George Buffet est très inquiète pour le monde du sport à l'occasion de cette rentrée. Selon elle, l'État est aux abonnés absents sur la question sportive.

L'impact du Covid-19 sur le monde du sport a-t-il été dramatique selon vous ?

Tout à fait. Je pense avant tout au sport amateur. Les différentes initiatives leur permettant d'assurer un minimum de trésorerie ont été annulées. Il y a désormais beaucoup de craintes sur l'encadrement bénévole et concernant la volonté des familles de réinscrire leurs enfants dans les clubs à l'occasion de cette rentrée. Aujourd'hui, je suis très préoccupée concernant l'avenir du sport amateur. Je le suis également à propos du sport professionnel, qui a vu son modèle sportif et financier, basé sur les droits de retransmissions, bousculé. Le mouvement sportif, dans sa globalité, vit une situation qui demande que l'État s'en mêle.

Justement, l'État a-t-il pris les bonnes décisions depuis plusieurs mois concernant la gestion de cette crise ?

Je n'ai rien à dire sur le fait que l'État ait décidé de l'arrêt des grandes compétitions sportives qui drainent un nombre important de spectateurs. C'était une décision juste par rapport à la santé de nos compatriotes. En revanche, au moment où le sport a besoin d'une intervention forte de la part de l'État, il n'existe aucun réel plan de relance



Marie-George Buffet se dit très inquiète pour l'avenir du sport, notamment amateur.

pour la pratique sportive et l'aide aux clubs amateurs. Beaucoup d'argent a été injecté dans la culture et dans d'autres domaines, mais le ministère des Sports est l'unique ministère qui ne s'est pas vu attribuer un plan de relance. Le plan de secours mis en place par l'Agence nationale du sport est de la redistribution, mais il n'y a pas eu de moyens supplémentaires mis à disposition des clubs. Le sport est donc l'oublié de cette période de crise.

« Nous avons un ministère qui n'a plus de politique propre »

En l'absence de plan de relance, quelles seront les conséquences pour les clubs à l'occasion de cette rentrée ?

Je suis très inquiète, car je pense que les municipalités ne pourront désormais pas aider plus les clubs qu'elles ne le font déjà. Elles vont devoir lutter face à un taux de



© Icon Sport

La députée de Seine-Saint-Denis craint la création de ligues privées par le sport professionnel.

chômage et une pauvreté aggravés. Si l'État ne joue pas son rôle, de nombreux clubs seront amenés à mettre la clé sous la porte. Or aider le sport est essentiel, c'est un acteur majeur de développement et d'épanouissement de notre jeunesse.

Désormais, le ministère des Sports est placé sous l'égide du ministère de l'Éducation. Est-ce un signal d'alerte pour le sport ?

Je pense que c'est un pas en arrière pour le sport. Cette mise sous tutelle est justifiée par la mise en place d'un grand plan éducatif. Mais qui s'occupe aujourd'hui du sport professionnel ? Qui va gérer la régulation du financement du sport ? On nous dit désormais que le haut niveau et le sport amateur sont gérés par l'Agence nationale du sport. Le ministère des Sports est donc réduit à l'animation des 2S2C durant le temps périscolaire. Nous avons

donc un ministère qui n'a plus de politique propre, qui ne sera plus capable de prendre des décisions fortes et de mettre en place une politique à long terme. Je crains qu'à plus ou moins long terme, le sport professionnel se dise que le moment est venu de créer des ligues privées.

« Nous n'avons pas été en mesure d'obtenir un centime de plus pour le sport »

Avec un ministère des Sports affaibli, est-ce justement à vous, députés, de défendre les intérêts du sport à l'heure actuelle ?

Le problème est que nous, députés, avons été contournés. C'est le cas pour cette nouvelle orientation du ministère

Marie-George Buffet

EN BREF

Engagée très tôt en politique au sein du Parti communiste français, Marie-George Buffet profite de la nomination de Lionel Jospin au poste de Premier ministre en 1997 pour faire son entrée au gouvernement. De 1997 à 2002, elle est Ministre de la Jeunesse et des Sports. Elle fait notamment adopter un projet de loi instituant une contribution de 5% sur la cession à un service de télévision des droits de diffusion de manifestations ou de compétitions sportives. Secrétaire nationale du Parti communiste français de 2001 à 2010, elle fut candidate à l'élection présidentielle de 2007. Depuis 2002, Marie-George Buffet est députée de Seine-Saint-Denis.

des Sports, mais aussi lorsque l'Agence nationale du sport fût créée. J'ai même appris la création de l'ANS lors d'une conférence de presse du CNOFS. Nous avons été obligés de voter un budget pour cette agence alors qu'elle n'était même pas encore créée. Aucun débat parlementaire n'a eu lieu sur la politique qu'allait mener l'ANS et sur son rôle véritable autour du sport. Même chose pour le ministère des Sports, nous avons appris sa mise sous tutelle lors de l'annonce du gouvernement Castex. Nous avons été mis devant le fait accompli. Avec des collègues d'autres groupes parlementaires, nous avons essayé de déposer des amendements visant à déplaçonner les taxes sur les paris sportifs, les jeux en ligne et les droits télévisés afin que l'ANS bénéficie de plus de moyens pour une meilleure redistribution. Mais à chaque fois, le refus a été catégorique de la part du gouvernement et de la majorité. Face à cela, nous n'avons donc pas été en mesure d'obtenir un centime de plus pour le sport. De mon côté, je travaille autour d'une résolution visant à reconnaître le sport comme un droit essentiel. Je vais me battre, avec d'autres députés, pour la faire inscrire à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale. Cela va ensuite nous permettre de faire passer une série de diligences sur des questions essentielles concernant le monde du sport. Nous allons continuer à nous battre.



© Icon Sport

Marie-George Buffet regrette la mise sous tutelle du ministère des Sports.

RENCONTRES

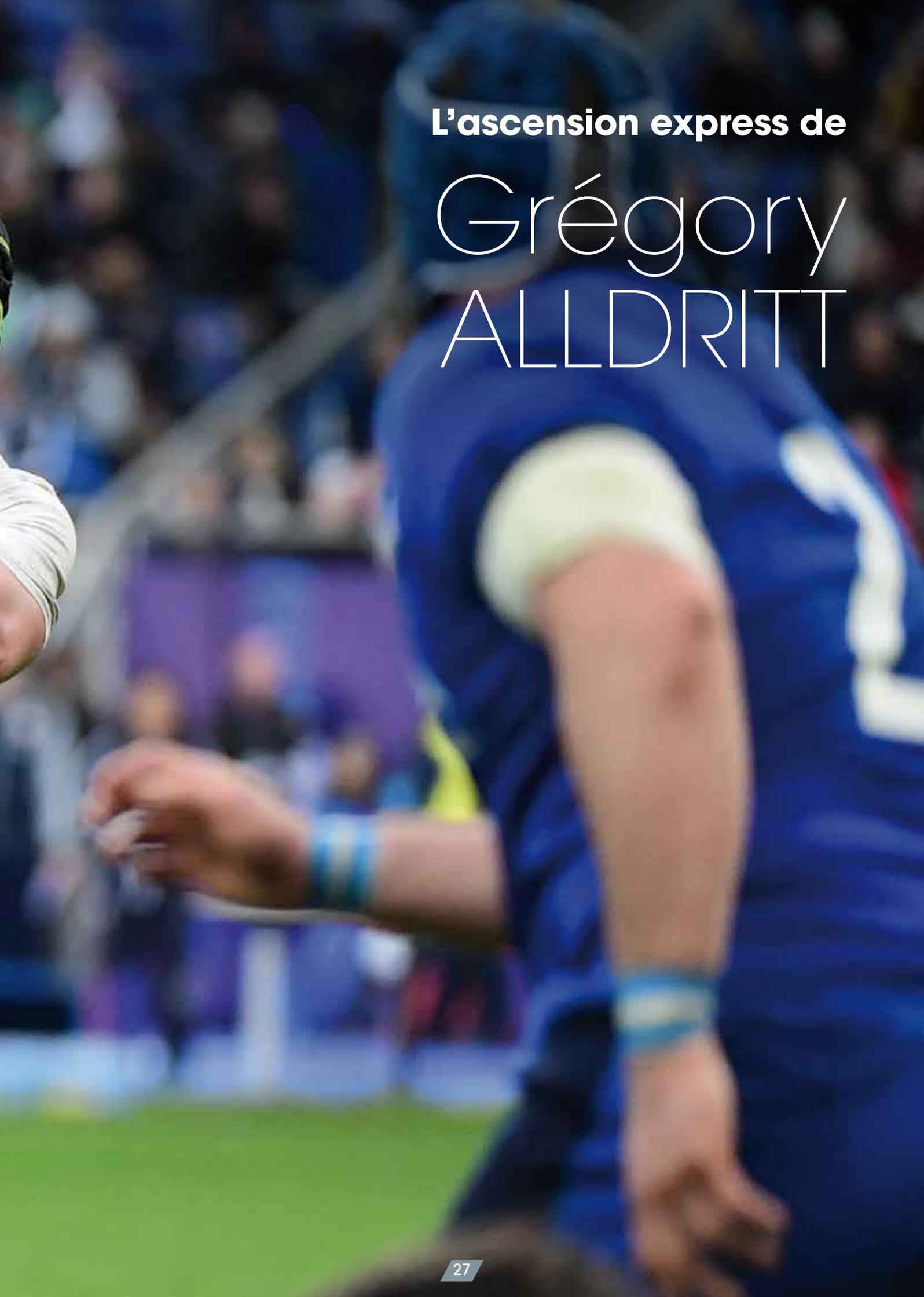
Sport pro

par Olivier Navarranne



© Icon Sport

Grégory Alldritt s'est rapidement imposé au sein du XV de France.



L'ascension express de

Grégory
ALLDRITT

Joueur de Fédérale 1 en 2017, Grégory Alldritt est aujourd'hui devenu un incontournable à La Rochelle et en équipe de France. Focus sur ce troisième ligne attaché à ses racines, perfectionniste et ambitieux.

En trois ans, Grégory Alldritt est passé de joueur à Auch en Fédérale 1 à leader de l'équipe du Stade Rochelais en Top 14, mais aussi meilleur joueur du Tournoi des VI Nations avec le XV de France. Une ascension express qui ne donne pourtant pas le vertige au principal intéressé. « *Je tiens à garder les pieds sur terre* », confie Grégory Alldritt. « *Je ne suis pas du genre à m'enflammer, je sais que j'ai encore beaucoup de progrès à faire. Je ne suis qu'au début de ma carrière.* » Le natif de Toulouse n'a en effet que 23 ans, lui qui affiche 1,91 m sous la toise et 115 kg sur la balance. L'ascension a été progressive, sans passer dans les rangs formateurs d'un grand club français, mais au sein d'un petit club du Gers. « *J'ai été formé au SA Condom. C'est le club qui m'a tout appris, qui a fait de moi le rugbyman que je suis et qui m'a donné l'amour de ce sport. En 2014, afin de poursuivre ma progression, j'ai rejoint Auch.* » Un club au sein duquel il reste trois ans, avant de s'envoler direction La Rochelle et le Top 14. « *Le club de mes débuts prône des valeurs d'humilité, de travail et de plaisir autour de la pratique du rugby. C'est exactement ce que j'ai retrouvé du côté de La Rochelle lorsque j'ai visité les installations du club pour la première fois. La philosophie de ce club me correspond totalement. Il y a*



Le natif de Toulouse a trouvé un cadre idéal du côté de La Rochelle.

tout ce qu'il faut pour s'épanouir au Stade Rochelais : un centre d'entraînement dernier cri, un stade magnifique et un public passionné qui est toujours derrière nous. Tous ces éléments réunis font que le choix de poursuivre l'aventure à La Rochelle est évident. »

« Je n'ai pas attendu le coronavirus pour aider mon club formateur »

Un épanouissement rochelais qui se traduit par des sélections avec le XV de France. Sous le commandement de Fabien Galthié, Grégory Alldritt s'impose progressivement parmi les jeunes éléments incontournables.

Après une Coupe du monde prometteuse, il enchaîne avec un très grand Tournoi des VI Nations où il est élu homme du match lors des succès tricolores face à l'Angleterre et l'Italie. Avant l'arrêt net. Au mois de mars, les compétitions sont stoppées en raison de la crise sanitaire liée au Covid-19. « *J'étais bien sûr très déçu de ne pas pouvoir aller au bout de la saison, mais je ne vois vraiment pas comment nous aurions pu faire autrement. Le plus important était de préserver la santé des joueurs et du public afin d'amorcer une nouvelle saison dans les meilleures conditions* », reconnaît le joueur de La Rochelle. « *Je n'étais pas habitué à une période d'inactivité aussi longue. Ça m'a fait beaucoup de bien au début, de pouvoir me reposer. Je sortais d'une saison assez longue avec la Coupe du monde, le Tournoi des VI Nations et ma*

saison avec le Stade Rochelais. Mais sur la fin, je dois avouer que j'avais très hâte de reprendre l'entraînement. Il a fallu être patient, mais honnêtement, nous, joueurs de rugby, n'étions pas à plaindre. » L'ancien du FC Auch s'est d'ailleurs présenté affûté à la reprise de l'entraînement, lui qui n'a pas chômé durant plusieurs semaines. « Le club nous avait fourni des exercices à faire et c'est un programme que tous les joueurs ont bien suivi. De mon côté, j'ai improvisé des séances de course, de vélo, de musculation et d'autres exercices avec les moyens du bord. » Un Grégory Alldritt projeté sur sa préparation et sur l'avenir... sans pour autant oublier son passé. « Je sais que beaucoup de clubs amateurs sont en difficulté à cause de cette crise. Je n'ai pas attendu le coronavirus pour agir et aider mon club formateur du SA Condom. Tout au long de l'année, j'essaye d'apporter ce que je peux apporter au club. Le club sait très bien qu'il peut compter sur moi et que je réponds positivement à chaque demande. J'ai encore beaucoup d'amis qui jouent là-bas, les entraîneurs que j'avais sont toujours sur le banc, j'ai donc encore beaucoup de liens avec mon club, il me tient énormément à cœur. »



Le troisième ligne estime que son équipe a tout pour réussir cette saison.

« Je n'ai pas tendance à avoir beaucoup de pression »

Un cœur qui aura besoin d'être bien accroché dans les jours et semaines à venir. En effet, le Stade Rochelais va connaître un début de saison dantesque avec la réception du RC Toulon, un déplacement

sur la pelouse du Stade Toulousain puis la réception du Racing 92 lors des trois premières journées de Top 14. « Il va falloir très vite entrer dans le vif sujet et être performant. Nous devons prendre des points lors de ces trois premiers matches sous peine d'être déjà en difficulté en vue du top 6 en fin de saison. Il n'y aura pas de round d'observation en ce début de saison », confirme Grégory Alldritt. « Le Stade Rochelais est un club qui n'a jamais affiché d'objectif en début d'année et qui a toujours pris les matches les uns après les autres, sans se projeter. Nous allons entamer la saison puis nous verrons où nous serons en décembre avant la deuxième partie de saison. Mais ce qui est certain, c'est que nous avons amorcé une belle dynamique avant l'arrêt des compétitions. Cela nous permet de travailler sur une bonne base en vue de la nouvelle saison. Du côté des coaches et des joueurs, il y a eu pas mal de réflexion sur la saison, sur les aspects à améliorer et les points sur lesquels insister. » Sur le plan collectif... mais aussi personnel, le Toulousain de naissance étant un joueur particulièrement perfectionniste. « Je n'ai pas tendance à avoir beaucoup de pression (rires). Mais je sais que je suis un peu plus regardé, c'est certain. De mon point de vue, je continue à travailler toujours aussi dur, car je sais que j'ai beaucoup de progrès à faire. Je me concentre sur moi et je sais que si je fais le travail, je pourrais aider mon équipe, que ce soit le Stade Rochelais ou l'équipe de France. »



© Icon Sport

Grégory Alldritt a prolongé jusqu'en 2023 avec le Stade Rochelais.



Grégory Alldritt a gagné sa place lors de la Coupe du monde 2019 au Japon.

« Fabien Galthié est très précis dans sa façon de voir le rugby »

Une équipe de France que Grégory Alldritt entend retrouver très prochainement. « Lors de la Coupe du monde, nous avons réussi à élever notre niveau de jeu avec de belles prestations face à de grandes équipes. Il est certain que le Tournoi nous a ensuite permis de confirmer ces progrès et de lancer une belle dynamique. Personnellement, j'ai pris goût à ces matchs internationaux

de haut niveau. Je n'ai qu'une hâte, c'est de pouvoir rejouer de tels matchs. Cela me motive d'autant plus à travailler dur afin de retourner en équipe de France », assure le Rochelais, convaincu qu'il n'est plus du tout le même joueur qu'il y a deux, voire un an en arrière. « Je me sens plus fort de par mon expérience. Avoir disputé des matchs de très haut niveau m'a permis de me frotter aux meilleurs joueurs du monde et de progresser. Cela m'a aussi ouvert les yeux sur des axes de progression et sur les sacrifices que je dois faire pour évoluer. Ça m'a reboosté afin de continuer à travailler », confie Grégory Alldritt, qui a bénéficié d'une aide précieuse ces derniers mois. « Fabien

Galthié est très précis dans sa façon de voir le rugby, mais aussi très exigeant. Cela me paraît essentiel et nécessaire à très haut niveau. Ces éléments combinés m'ont permis de progresser sur un plan individuel, mais aussi à notre équipe de France d'évoluer dans le bon sens. » Un bon sens qui est censé guider cette équipe tricolore vers 2023 et le Mondial à domicile. Un rendez-vous que Grégory Alldritt n'entend évidemment pas manquer. « Dans ma tête, ça reste assez éloigné. Il peut se passer beaucoup de choses en trois ans. Mais il est certain que tout joueur de rugby rêve de disputer une Coupe du monde à domicile, moi y compris. »



Le troisième ligne bénéficie de la pleine confiance de Fabien Galthié en équipe de France.

Bio express

Grégory Alldritt

23 ans - Né le 23 mars 1997 à Toulouse - 1,91 m - 115 kg

Clubs : FC Auch (2014-2017), La Rochelle (depuis 2017)

Equipe de France : depuis 2019

Palmarès : Finaliste du Challenge européen (2019), quart de finaliste de la Coupe du monde (2019)

ABONNEMENTS
A PARTIR DE **100€**



L'ENVIE DE RASSEMBLER NOS VOIX

CHAMBÉRY - TOULOUSE



VS



26 SEPTEMBRE 2020*
LE PHARE - CHAMBÉRY

CHAMBÉRY - LIMOGES



VS



7 OCTOBRE 2020*
LE PHARE - CHAMBÉRY

CHAMBÉRY - NIMES



VS



15 OCTOBRE 2020*
LE PHARE - CHAMBÉRY

VOUS ÊTES LE HUITIÈME HOMME !

*Dates indicatives
sous réserve de
modification

RENCONTRES

Au féminin

par Leslie Mucret

Méline Robert- Michon

**« Le sport peut
changer des vies »**





Le podium, c'est l'objectif annoncé de la lanceuse de disque pour les Jeux Olympiques de Tokyo en 2021.

© Von der Laage / Icon Sport

À 41 ans, Mélina Robert-Michon, lanceuse de disque, est en route pour ses sixièmes Jeux Olympiques. Rencontre avec la vice-championne olympique en 2016, impliquée dans le sport comme dans de nombreux sujets de société.

Comment s'est passée la reprise pour vous ?

Je n'ai jamais vraiment arrêté, enfin sur le plan physique. Quand j'ai senti que le confinement se profilait, j'ai récupéré pas mal de matériel. J'ai la chance d'avoir un extérieur chez moi où mon compagnon et moi avons continué de nous entraîner. Ce n'était pas possible de lancer le disque,

mais j'ai suivi ma préparation physique presque tous les jours. Pendant mes grossesses, j'ai connu des coupures lors desquelles je ne pouvais pas lancer. Ces expériences m'ont été utiles pendant le confinement. J'ai déjà été arrêtée pendant un temps et cela ne m'a pas empêché de revenir à mon meilleur niveau. Dès le déconfinement, la structure où je m'entraîne a rouvert. L'avantage du disque est que c'est un sport en extérieur où il est facile de respecter la distanciation sociale et les gestes barrières. Chacun utilise ses engins. On a donc pu reprendre rapidement dans de bonnes conditions.

Votre année 2020 avait bien débuté, notamment en réalisant les minima pour les Jeux Olympiques et la meilleure performance de l'année avec un jet à 64,14m, mais tout s'est arrêté brusquement. Comment l'avez-vous vécu ?

C'est forcément frustrant. J'étais en route pour la Coupe d'Europe de lancers, qui devait avoir lieu fin mars au Portugal, juste avant que tout s'arrête. C'est dommage parce que j'en avais encore sous le pied et j'avais de bonnes choses à faire. Mais la compétition n'était pas le plus important à ce moment-là.

Avez-vous pu retrouver la compétition internationale ?

La saison d'été 2020 a été raccourcie, elle se déroule du 23 août, avec le meeting de Ligue de Diamant de Stockholm, au 15 septembre. C'est bien de faire quelques compétitions pour casser la routine, mais ce n'est pas la priorité. Le vrai objectif, c'est l'année prochaine et les Jeux Olympiques à Tokyo. On est reparti sur une préparation sur le long terme, d'abord portée sur le travail foncier, avant d'adapter au fur et à mesure.

« Le jour où aller à l'entraînement sera une contrainte, j'arrêterai »

Vous aurez 42 ans lors des Jeux Olympiques de Tokyo. Quel est votre objectif ?

Aller chercher une médaille. Je m'entraîne toujours avec la volonté de faire aussi bien que ce que j'ai déjà fait, et pour les Jeux Olympiques, ça veut dire un podium. Je me donne les moyens d'y parvenir, après, cela reste du sport avec ses aléas. Participer aux JO à 42 ans est aussi un moyen de

faire avancer sur le sujet de l'âge, qui est considéré comme un handicap. En France, quand on a passé 50 ans, en entreprise, on entend qu'on est trop vieux alors que c'est le moment où l'on est plus le plus compétent et qu'on a plus de liberté car les enfants sont plus grands. Dans le sport, ce discours arrive vers 30 ans. Certains sportifs arrêtent à cet âge parce qu'ils subissent cette pression, on leur fait sentir qu'ils sont trop vieux. Je leur dis qu'il ne faut pas qu'ils raccrochent à cause de ça, mais uniquement parce qu'ils le souhaitent. S'ils estiment qu'ils peuvent faire autre chose, alors qu'ils continuent. En gagnant une médaille, je peux ouvrir une porte pour que d'autres athlètes le fassent après.

Cependant, vous êtes aussi très active sur le sujet de l'après-carrière...

Il faut toujours prévoir sa reconversion, car dans le sport on ne sait jamais ce qui peut se passer, il y a toujours le risque de la blessure. Moi, j'ai fait des études pour obtenir un Master en management des organisations sportives et j'ai travaillé pour plusieurs entreprises et collectivités. Je pense revenir dans ce domaine après. L'événementiel me plaît beaucoup, je



Mélina Robert-Michon s'engage auprès des jeunes sportifs.

© Icon Sport

retrouve des similitudes avec le sport de haut niveau. C'est encore abstrait, tant qu'on est dans le sport il est difficile de se projeter sur la suite, mais il ne faut pas se fermer de portes.

Quel est le secret de votre longévité ?

Le plaisir, je pense. J'ai toujours dit que le jour où aller à l'entraînement sera une contrainte, j'arrêterai. J'ai aussi un entourage de qualité, mes entraîneurs Serge Débié et Jérôme Simian, qui sont avec moi depuis 20 ans. Ils savent se

remettre en cause, ils trouvent toujours de nouveaux points d'amélioration.

« C'est important que les sportifs parlent »

Comment parvenez-vous à concilier votre carrière de sportive de haut niveau avec votre vie de famille, en plus de vos autres engagements ?

J'essaye de faire comme je peux. C'est important pour moi et pour l'avenir de



© Icon Sport

« Il faut valoriser le disque, le mettre en avant. »

mes filles que je continue ainsi. Je ne veux pas que plus tard elles doivent se poser la question de savoir où mettre la priorité entre leur vie professionnelle ou sportive et leur vie de famille. Elles peuvent faire les deux. Je veux montrer que c'est possible en étant bien entouré.

Vous êtes également présente sur des sujets de société comme la lutte contre le dopage, avec le programme international « Quartz », ou encore contre les abus sexuels des enfants dans le sport en devenant ambassadrice du programme « Start to talk »...

C'est important que les sportifs parlent. En promouvant le programme « Start to talk », nous avons la chance de pouvoir nous exprimer pour celles et ceux qui ne peuvent pas le faire. En ce qui concerne la lutte contre le dopage, il y a un moment où il faut que le sport soit équitable, il y a des règles à respecter. Si on ne veut pas faire comme les autres, alors on s'abstient.

« World Athletics fait les choses à l'envers »

World Athletics, la fédération internationale d'athlétisme, a retiré le disque du programme de la Ligue de Diamant dès cette saison. Est-ce un danger pour votre sport ?

Clairement ! Le disque est déjà une discipline globalement moins médiatique et on veut lui retirer de l'importance. World Athletics fait les choses à l'envers ! Il faut valoriser le disque, le mettre en avant, mais on lui retire la possibilité de le faire. On ne peut pas aimer ce qu'on ne connaît pas. Des personnes de mon entourage ont découvert et apprécié le disque en me côtoyant. C'est un peu comme le football féminin, des gens pensaient que c'était nul, mais quand ils ont commencé à le voir à la télévision, ils ont changé d'avis. Pendant quatre ou cinq ans, il y avait un événement uniquement centré sur le disque pendant une journée à Salon-de-Provence et près de 2 000 personnes venaient. Tout dépend de la manière dont la discipline est présentée pour donner envie aux gens de la regarder. Cette année, il y a eu qu'un concours de disque en Ligue de Diamant



© Ivan Sport

« C'est important pour moi et pour l'avenir de mes filles que je continue ainsi. »

Méлина Robert-Michon

Bio express

41 ans - Née à Voiron (Isère) le 18 juillet 1979

Clubs : Lyon Athlétisme (depuis 2007), Entente Sud Lyonnais (2002-2007), CS Bourgoin-Jallieu Athlétisme (jusqu'en 2002)

Palmarès : Vice-championne olympique (2016), vice-championne du monde (2013) et médaillée de bronze aux Championnats du monde (2017), vice-championne d'Europe (2014), 18 titres de championne de France, record de France du lancer de disque à 66,73 m (2016)

à Stockholm en août, alors qu'avant on pouvait participer à quatre ou cinq. C'est un vrai manque à gagner et c'est aussi une manière indirecte de faire baisser le niveau. Ça peut aller loin.

Que pensez-vous de la relève du disque en France ?

C'est plutôt compliqué. Pauline Pousse a fait 13e aux Jeux Olympiques de Rio en 2016, mais elle a arrêté depuis. Amanda Ngandu-Ntumba a terminé 4e lors des Championnats du monde Juniors en 2018. Elle a la capacité de faire un jet à plus de 60 m dans un premier temps. Elle a les cartes en mains, c'est à elle de faire des choix, ce

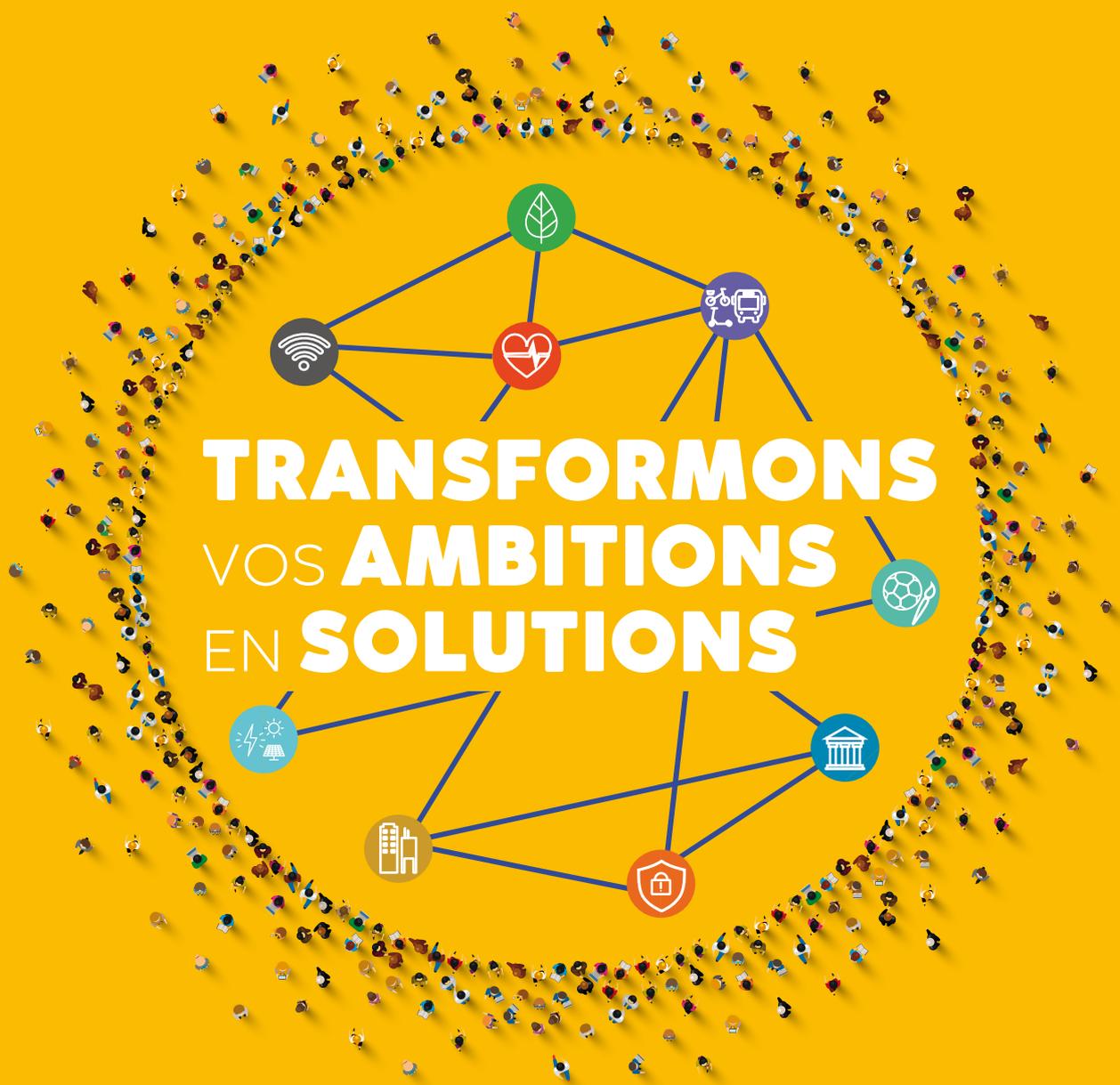
qui n'est jamais simple avec les études.

Est-ce pour promouvoir votre sport que vous vous impliquez auprès des jeunes en Rhône-Alpes ?

Je m'engage pour le disque, mais aussi pour toutes les autres disciplines. Parce que le sport peut changer des vies. Il ne forme pas uniquement des champions, il inculque aussi des valeurs d'investissement, de vie en groupe, d'entraide. Certains jeunes, qui peuvent être en difficulté dans leur scolarité, trouvent dans le sport un moyen de s'exprimer et de s'épanouir. C'est important, et je trouve qu'on ne l'utilise pas assez.

Suivre Méлина Robert-Michon sur les réseaux sociaux

Instagram : @melrobertmichon • Facebook : @PageMelineRobertMichon • Twitter : @melrobertmichon



DÉCOUVREZ NOTRE NOUVEAU SECTEUR CULTURE, SPORT & ÉVÉNEMENTS

RENCONTRES

Découverte

par Olivier Navarranne



Le Mans

remet le contact



© Icon Sport

60 équipages sont au départ de cette 88^{ème} édition des 24 Heures du Mans.



© Icon Sport

L'édition 2020 propose une session de nuit plus longue.

Reprogrammée les 19 et 20 septembre 2020, la 88^{ème} édition des 24 Heures du Mans peut compter sur un plateau de choix. Mais aussi sur une belle capacité d'adaptation de l'organisation et des écuries afin que cette édition 2020 puisse avoir lieu dans le contexte actuel.

Double dose de Mans cette année. Durant la période de confinement, les 24 Heures du Mans virtuelles ont réuni un plateau exceptionnel avec des pilotes venus de tous les horizons du sport

automobile. Mais les 19 et 20 septembre, la célèbre épreuve sera tout sauf virtuelle. 6 LMP1, 24 LMP2, 7 LMGTE Pro et 23 LMGTE Am seront sur la ligne de départ le 19 septembre, à 14h30. 60 équipages évolueront ainsi sur le mythique circuit de la Sarthe et ses plus de 13 kilomètres. Sur le papier, quatre vainqueurs au général des 24 Heures du Mans (Dumas, Buemi, Nakajima et Hartley) figurent sur la liste des engagés qui compte quelques rookies comme Tatiana Calderon, Sophia Flörsch ou encore Adrien Tambay, fils de Patrick Tambay. Cette édition 2020 sera historique, puisqu'il s'agira de la dernière venue au Mans des LMP1 Hybrides, qui verront les Le Mans Hypercars leur succéder au Mans en 2021. Autre changement important, le format de cette 88^{ème} édition. Onze heures d'essais libres sont au programme entre jeudi et vendredi, avant l'Hyperpole, un exercice de vitesse pure, qui réunira le vendredi durant 30 minutes les 24 plus rapides, 6 dans chaque catégorie, à l'issue de la qualification. Le tout avant un Warm up de 15 minutes le samedi matin et la course dont le départ sera donné dès 14h30, avec un temps de course de nuit plus long, propice à un suspense supplémentaire. L'Automobile Club de l'Ouest, organisateur de l'événement, a cependant renoncé à accueillir des spectateurs sur le circuit

sarthois. « *Durant ces dernières semaines, nous avons réfléchi à de nombreuses options pour partager notre épreuve avec nos fans, même en nombre restreint, sur site. Cependant, les conditions d'accueil propres à notre événement, véritable festival populaire durant plusieurs jours, nous ont fait opter avec la préfecture, pour l'organisation de nos 24 Heures sans public cette année* », confie Pierre Fillon, président de l'ACO. « *Les incertitudes sont encore trop nombreuses pour notre course-festival, or nous ne voulons faire aucun compromis avec la sécurité.* » Il y a encore quelques semaines, l'organisation avait envisagé l'accueil de spectateurs au sein de villages répartis sur l'ensemble de la zone du circuit, le tout couplé à un protocole sanitaire strict. Il n'en sera finalement rien.

Les écuries impatientes et ambitieuses

Une édition 2020 pas comme les autres donc, mais tout de même très attendue par de nombreuses écuries, à l'image de Panis Racing. L'écurie dirigée par Olivier Panis, ancien pilote de Formule 1 et dernier vainqueur français dans la

catégorie reine du sport automobile, va participer à cette édition 2020 des 24 Heures du Mans avec impatience et ambition grâce à des soutiens importants. Loin d'être négligeable par les temps qui courent. « C'est une grande fierté pour nous d'être associés au manufacturier Goodyear et de pouvoir bénéficier de son héritage », assure Olivier Panis. « Nous sommes également très reconnaissants vis-à-vis de ELF pour sa confiance. Ce partenariat résonne de façon particulière pour moi, car cette marque m'a permis de faire mes débuts en F1 et m'a longtemps accompagné dans ma carrière de pilote. » Des soutiens qui permettent à Panis Racing d'envisager une belle édition 2020. « Nous avons une excellente équipe avec Julien Canal qui est avec moi depuis 2 ans, et le nouveau venu Nicolas Jamin que je connais depuis un moment. Je suis sûr qu'il peut apporter beaucoup à l'équipe. Nous sommes heureux d'avoir réussi à réunir trois pilotes de grande envergure pour s'attaquer à cette saison », se réjouit le Team principal, qui accorde beaucoup de confiance à Nicolas Jamin, très attendu au Mans cette année. « C'est une grande satisfaction d'accueillir Nicolas Jamin pour compléter cet équipage, ce jeune pilote a montré de très belles choses en LMP2 et nous connaissons son esprit d'équipe et



Ancien pilote de F1, Olivier Panis est le Team Principal de Panis Racing.

sa capacité à s'intégrer. Nul doute que ce trio a les armes pour se battre en haut du tableau et remporter des courses. »

« Gentleman driver », un mythe toujours vivant en 2020

Malgré une édition 2020 bouleversée, le parfum historique du Mans sera toujours bien présent. Notamment grâce à la présence de fameux « gentlemen drivers », autrement dit des pilotes amateurs désireux d'assouvir leur passion, volant en mains. François Perrodo en

est la définition parfaite. Président de la compagnie pétrolière Perenco, l'homme d'affaires français entretient une histoire d'amour avec le sport automobile, lui qui a débuté sa « carrière » sur les circuits en 2012. Depuis, six participations aux 24 Heures du Mans, avec une deuxième place en 2016 dans la catégorie GT, puis une troisième place, l'année passée, en LMP2. « En termes de plaisir, je suis fier d'avoir pu piloter ces voitures-là, je tenais absolument à rouler en LMP2, car ce sont des machines extraordinaires », explique le chef d'entreprise. Cette année, c'est au volant d'une Ferrari 488 GTE EVO que François Perrodo tentera à nouveau de



Panis Racing entend briller cette année aux 24 Heures du Mans en catégorie LMP2.



François Perrodo avait décroché la troisième place l'an dernier en catégorie LMP2.

briller, accompagné d'Emmanuel Collard et du danois Nicklas Nielsen. Un retour en catégorie GT qui, forcément, pousse à quelques changements de comportement et de pilotage. « En GT, on regarde autant dans ses miroirs que devant soi. En LMP2 le trafic reste une donnée tout aussi importante. Il faut bien anticiper, notamment quand on va arriver sur les GT. Se dire là ça passe, là ça ne passe pas, je peux leur faire le frein ou non, constitue un exercice différent en LMP2, mais tout aussi important qu'à bord d'une GT. » Désormais

doté d'une expérience solide et fort d'un équipage soudé et performant, François Perrodo peut, pourquoi pas, envisager la gagne cette année au Mans, une épreuve qui nécessite « une préparation physique assez poussée, c'est quand même une course très fatigante et longue. Il faut rester concentré à 100%. Une préparation nutritionnelle et une bonne hydratation doivent permettre de ne pas faire d'erreur pendant la course. » Ce n'est qu'à ce prix que professionnels et amateurs entretiennent le mythe qu'est Le Mans.



François Perrodo fait partie des « gentleman driver » qui font la légende des 24 Heures du Mans

© Icon Sport

Une Alpine A 450 unique SIGNÉE GHASS

Une Alpine A 450 unique et complètement métamorphosée. C'est le projet un peu fou lancé par GRK Gallery et mis en œuvre par l'artiste iranien Ghass. « Habituellement, après les compétitions, les ART Car sont rachetées par des collectionneurs. Là, nous l'avons récupérée afin de créer un modèle unique », explique Golan Rouzkhosh, fondateur et directeur de GRK Gallery. « Ghass a d'ailleurs usé d'un procédé unique. La voiture a été recouverte de toile, puis travaillée avec la peinture beaux-arts. C'est le même procédé que pour un tableau. Au total, il y a eu 126 jours de travail. » Résultat : un modèle sans moteur, devenu une véritable œuvre d'art qui attire le regard. « L'automobile raconte une histoire. Des ART Car ont déjà été réalisées par de très grands artistes, pour Ghass et pour moi-même c'était donc un véritable challenge de se différencier et de créer quelque chose d'exceptionnel », confie Golan Rouzkhosh. « La marque Alpine a été totalement séduite par la démarche. Ghass a voulu humaniser la démarche du véhicule, notamment en plaçant la ceinture de sécurité à l'arrière. Cela montre que la sécurité est visible et demeure une démarche importante. La mère de Ghass est décédée dans un accident de la route, il a donc été très sensible et attentif à la mise en avant de cet aspect sécuritaire. Ce modèle est également une base afin de pourquoi pas imaginer un modèle en série. C'est quelque chose sur lequel nous allons peut-être travailler avec la marque Alpine. » En attendant une possible déclinaison en série, cette Alpine A 450 totalement unique sera vendue lors d'une vente aux enchères en 2021.



Ghass pose en compagnie de sa création, une Alpine A 450 totalement retravaillée.

© GRK Gallery



Nissan Juke

Le crossover coupé



Pack Nissan
À partir de
249 €/Mois⁽¹⁾

3 Mois de loyer offerts

sans apport et sans condition
+ entretien 3 ans inclus⁽²⁾

Découvrez nos offres sur nissan.fr/offres

(1) Pour un Nissan JUKE VISIA DIG-T 117 neuf en Location Longue Durée sur 49 mois, 40 000 km maximum, **3 loyers offerts après paiement du 1^{er} loyer, puis 45 loyers de 249 €**. Restitution du véhicule chez votre Concessionnaire en fin de contrat avec paiement des frais de remise en état standard et des kilomètres supplémentaires. Sous réserve d'acceptation par Diac - 14 av. du Pavé Neuf 93168 Noisy-le-Grand. (2) Comportant les prestations d'entretien (**hors pièces d'usure et pneumatiques**) selon conditions contractuelles. **Modèle présenté** : Nissan JUKE N-DESIGN DIG-T 117 neuf avec options peinture métallisée spéciale Rouge Fuji et jantes alliage 19" Akari, **3 loyers offerts après paiement du 1^{er} loyer, puis 45 loyers de 356 €**. Offre réservée aux particuliers, non cumulable avec d'autres offres, valable jusqu'au 31/10/2020 sur véhicules identifiés, livrés et immatriculés jusqu'au 31/12/2020, chez les Concessionnaires NISSAN participants. NISSAN WEST EUROPE SAS : nissan.fr

Consommations gamme cycle combiné (WLTP l/100km) : 5,9 - 6,4. Émissions CO₂ (WLTP g/km) : 135 - 146.



01 NISSAN GEX
74 NISSAN ANNEMASSE
74 NISSAN THONON
74 NISSAN ANNECY
73 NISSAN CHAMBÉRY

38 NISSAN GRENOBLE
05 NISSAN GAP
04 NISSAN MANOSQUE
84 NISSAN ORANGE
84 NISSAN CARPENTRAS

84 NISSAN AVIGNON
13 NISSAN ARLES
13 NISSAN SALON DE PROVENCE
30 NISSAN NIMES
30 NISSAN ALÈS

34 NISSAN MONTPELLIER
34 NISSAN BÉZIERS
11 NISSAN NARBONNE
11 NISSAN CARCASSONNE
66 NISSAN PERPIGNAN

RENCONTRES

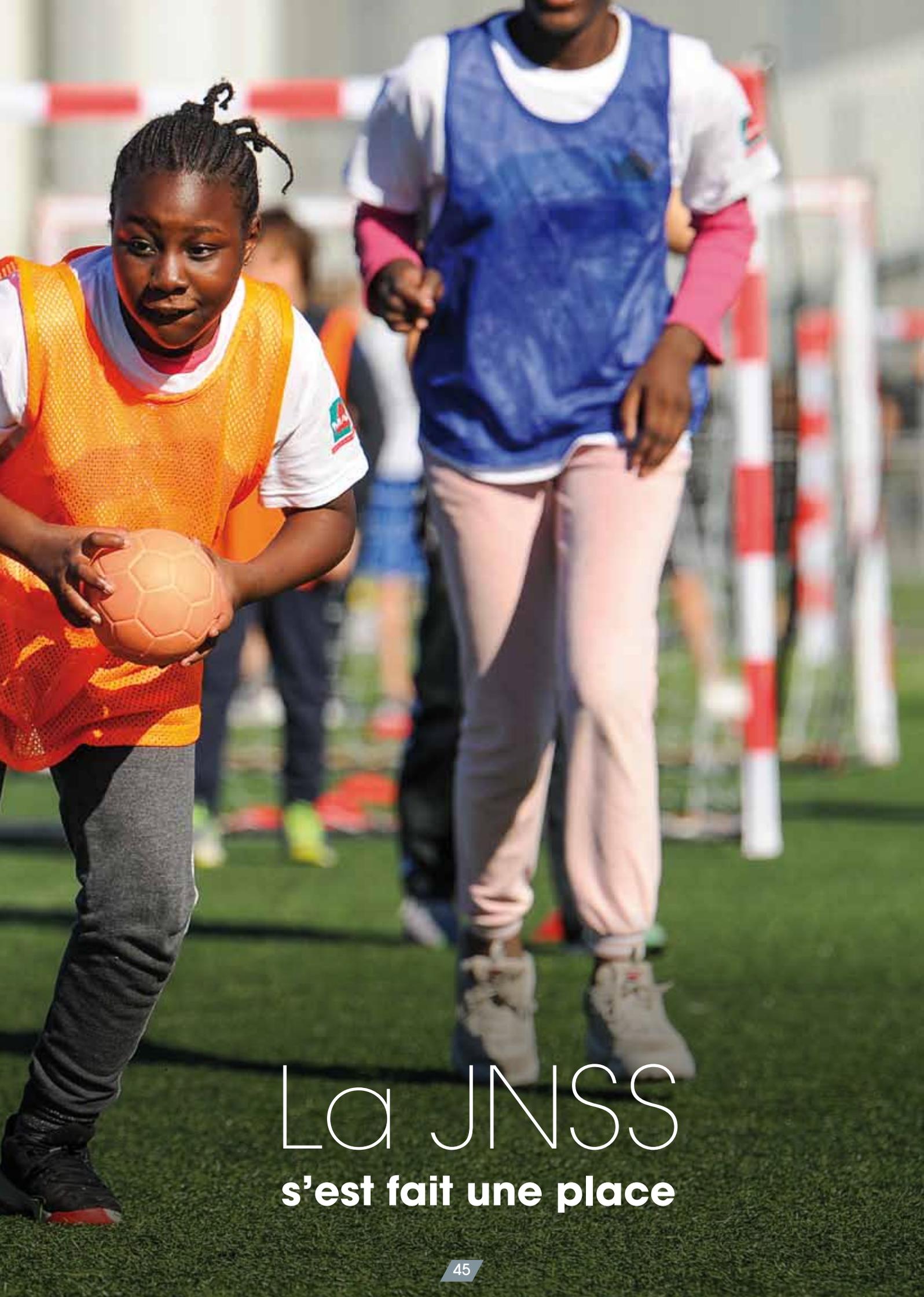
Événement

par Olivier Navarranne



© Icon Sport

La Journée nationale du sport scolaire marque le coup d'envoi de la saison sportive pour les élèves.



La JNSS
s'est fait une place



Comme ici Pascal Martinot-Lagarde, des sportifs de haut niveau s'impliquent lors de cette journée.

© Icon Sport

La 11^{ème} édition de la Journée nationale du sport scolaire se déroule le mercredi 23 septembre, partout en France. Créé par le ministère de l'Éducation nationale, cet événement a trouvé la bonne formule afin de perdurer et d'avoir un réel impact sur la rentrée sportive.

Plus que jamais, la Journée nationale du sport scolaire (JNSS) fait office de redémarrage en ce mois de septembre. Stoppé net en raison de la crise sanitaire liée au Covid-19, le sport scolaire entend retrouver des couleurs en cette rentrée. La date du 23 septembre et cette 11^{ème} édition de la Journée nationale du sport scolaire sont évidemment un pas

important, voire capital, dans cette optique de relancer une dynamique. « *C'est un rendez-vous devenu incontournable* », assure Véronique Moreira, présidente de l'USEP. « *Le rôle de l'USEP en tant que sport scolaire des écoles primaires est de favoriser la passerelle entre le monde de l'école et le monde sportif pour diversifier et augmenter la pratique sportive de l'enfant sur tous les temps (école, USEP, club sportif, famille). La continuité du parcours sportif de l'enfant doit être renforcée entre l'école et le collège. Des actions organisées conjointement par l'USEP et l'UNSS favorisent cette articulation tout en respectant les spécificités et l'autonomie des deux fédérations de sport scolaire. Depuis sa création il y a 80 ans, l'USEP œuvre en ce sens.* » C'est particulièrement le cas à l'occasion de la Journée nationale du sport scolaire. Au total, la JNSS mobilise plus de 2 700 000 licenciés au sein des fédérations sportives scolaires dans toute la France. L'USEP, l'Ugsel et l'UNSS mettent en place des actions avec l'intention affichée d'attirer la curiosité des enfants afin de pratiquer une activité sportive régulière tout au long de l'année scolaire. C'est ainsi que dans toute la France, les écoles, collèges et lycées offrent des manifestations sportives, mais aussi ludiques pour permettre aux élèves,

mais aussi aux parents, de venir découvrir les pratiques sportives au cours de cette journée pas comme les autres. Cette JNSS est d'ailleurs désormais un prolongement de la Semaine olympique et paralympique, organisée chaque année au mois de février et qui permet elle aussi aux élèves de découvrir des pratiques sportives.

Plus de 6000 établissements scolaires concernés

À l'occasion de cette 11^{ème} édition, ce sont à nouveau plus de 6000 établissements scolaires qui vont participer à cette Journée nationale du sport scolaire. Grand animateur de cette JNSS avec pas moins de 800 000 élèves qui participent à cet événement, l'UNSS sera une nouvelle fois à l'honneur sur l'ensemble du territoire. La fédération qui compte plus d'un million de licenciés sera notamment présente à Paris à l'occasion d'une journée d'initiations et d'animations qui va réunir des élèves, des sportifs de haut niveau, mais aussi Jean-Michel Blanquer, ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, et Roxana Maracineanu, ministre déléguée aux Sports. Le cross, discipline la plus pratiquée en milieu scolaire, sera largement

mis en avant, avant le début de l'automne qui marque le coup d'envoi des nombreux cross. Double dutch, échecs, pétanque, step, danse hip-hop, escalade, savate boxe française, tir à l'arc ou encore pilota : près d'une centaine de disciplines seront à l'honneur lors du millier de manifestations organisées partout en France en cette journée du 23 septembre. L'USEP, l'UNSS et l'Ugsl ont noué des partenariats depuis de nombreuses années avec des centaines de fédérations sportives, favorisant ainsi la pratique du sport en milieu scolaire. Lors des différents rassemblements organisés en cette 11ème Journée nationale du sport scolaire, des actions digitales sont également au programme. Un aspect digital devenu la norme depuis la période de confinement liée à la crise sanitaire du Covid-19.

Une vitrine pour la Carte Passerelle

Créée par l'Éducation nationale, la Journée nationale du sport scolaire est également l'occasion pour le CNOSF de communiquer en cette rentrée sportive. « Nous avons



Partout en France, une centaine de disciplines sont à l'honneur à l'occasion de la JNSS.

© Icon Sport

développé la Carte passerelle pour les élèves de CM1 et CM2. De la rentrée jusqu'aux vacances de la Toussaint, ces jeunes pourront s'essayer gratuitement au sport de leur choix dans le club de leur choix », explique Denis Massegla, président du CNOSF. Une Carte Passerelle lancée le 1er septembre qui va donc permettre de favoriser la découverte du sport chez les jeunes et faciliter leur adhésion en club, en offrant à tous les écoliers de CM1 et CM2 licenciés USEP

ou Ugsl la possibilité de tester différents sports au sein des clubs partenaires de l'opération. Jusqu'au 17 octobre, les enfants vont avoir la possibilité de tester différents sports et clubs, gratuitement et sans nouvelle prise de licence, à raison de trois séances par club maximum. La JNSS est ainsi une formidable vitrine pour ce dispositif lancé par l'institution dirigée par Denis Massegla. « La Carte Passerelle est un dispositif qui fait partie des 8 axes de la contribution du CNOSF au plan Héritage



Désormais discipline olympique, l'escalade sera mise en avant le 23 septembre.

© Icon Sport



© Icon Sport

Sport scolaire numéro un, le cross est au cœur de cette journée avant le début de l'automne.

des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris 2024. Il s'inscrit dans un continuum éducatif et sportif mis en place et souhaité par le CNOSF. » Comme l'an dernier, Paris 2024 sera d'ailleurs au cœur de cette Journée nationale du sport scolaire. Dans le cadre du label « Génération 2024 » mis en place par le ministère de l'Éducation nationale, en collaboration

avec le ministère des Sports, la priorité est mise sur le développement des pratiques sportives des jeunes. La passerelle entre le monde scolaire et le mouvement sportif afin d'encourager justement la pratique sportive est donc une nouvelle fois à l'honneur, d'autant que de nombreux établissements labellisés « Génération 2024 » participent à cette JNSS cuvée 2020. « L'organisation

des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024 nécessite la mobilisation de chacun dès maintenant : l'USEP est prête à relever ce défi et contribuer à faire de la France une nation sportive à la hauteur de cet événement planétaire », assure Véronique Moreira. USEP, Ugsel et UNSS, trois fédérations prêtes à faire bouger la jeunesse dès le 23 septembre.

UNE JOURNÉE au cœur d'un mois de sport



© Icon Sport

Cette année, la JNSS est intégrée à la Semaine Européenne du Sport.

Ce mois de septembre rime avec sport. Outre la Journée nationale du sport scolaire (23 septembre), les Journées du sport en entreprise sont également au programme (3 et 4 septembre / 10 et 11 septembre / 17 et 18 septembre / 24 et 25 septembre). Initié par le Comité national olympique et sportif français (CNOSF), le dispositif « Sentez-Vous Sport » fera étape au sein de l'administration pénitentiaire (16 au 18 septembre). Le tout avant les Journées du Patrimoine (19 et 20 septembre) qui mettront à l'honneur des lieux mythiques du sport français. Le 23 septembre, place à la JNSS qui est cette année intégrée au sein de la Semaine Européenne du Sport (23 au 30 septembre). En ce mois très chargé, le Village Sentez-Vous Sport (26 septembre) et la Journée mondiale du cœur (29 septembre) sont également au programme.



mgen[★]

GRUPE **vyv**

AUX ÉQUIPES SOIGNANTES
ET AUX PROFESSIONNELS
DE L'ÉDUCATION

**BRAVO
& MERCI**

pour votre engagement au service du public. Nous sommes fiers d'être à vos côtés et de vous protéger en Santé comme en Prévoyance.

www.antigelagency - 02054 - Mai 2020 - © Gettyimages

Plus d'informations sur mgen.fr

**MUTUELLE
SANTÉ
PRÉVOYANCE**

3^e MI-TEMPS

Sport Fit

par Leslie Mucret



COMITÉ NATIONAL
OLYMPIQUE ET SPORTIF FRANÇAIS



SE



SENTEZ-VOUS SPORT

un mois pour se connecter au sport

Pendant tout le mois de septembre, le mouvement sportif français va se mobiliser autour de la 11^e édition de Sentez-vous Sport. Depuis 2010, le Comité national olympique et sportif français (CNOSF) porte ce dispositif afin de promouvoir le sport pour tous. Démonstrations et initiations vont être organisées sur tout le territoire pour le grand public, dans les entreprises, dans le milieu scolaire ou encore dans les établissements pénitenciers lors d'événements labellisés et gratuits qui ont pour but d'accompagner les Français vers une pratique physique régulière et encadrée.

LA PAROLE

au parrain et à la marraine

Depuis 2014, un parrain et une marraine sont choisis pour prêter leur image à l'événement Sentez-vous Sport. Cette année, il s'agit de Yannick Agnel, double champion olympique de natation, et d'Amandine Henry, capitaine de l'équipe de France féminine de football et milieu de terrain de l'Olympique Lyonnais. Ils insistent tous les deux sur l'importance du sport sur la santé.



Yannick Agnel : « En tant que sportif de haut niveau, on est constamment engagé. »

© Icon Sport

Pourquoi avez-vous accepté le rôle de parrain et de marraine de l'édition 2020 de Sentez-Vous Sport ?

Amandine Henry : C'est une cause qui me touche. Je trouve que c'est hyper important que tout le monde ait accès au sport. Il affirme le caractère, véhicule des valeurs, crée de belles rencontres et apprend à se surpasser. L'activité physique agit aussi sur la santé, elle permet aux gens de se défouler, fait du bien à l'esprit en permettant parfois de remettre les choses en place dans la tête. Je suis contente qu'on ait pensé à moi pour le rôle de marraine pour l'opération Sentez-Vous Sport et j'ai accepté la tâche avec fierté.

Yannick Agnel : Je pense que ça fait partie du rôle des sportifs de haut niveau, anciens et en activité, de promouvoir le rôle du sport et plus largement les bienfaits de l'activité physique dans la société. J'ai donc accepté quand Denis Masseglia, président du CNOSF, m'a contacté.

Comment allez-vous vous impliquer dans votre rôle ?

Y. A. : Déjà en donnant le plus d'écho possible à cette opération Sentez-Vous Sport. Ensuite, en partageant un bon moment avec toutes les personnes qui seront présentes au Village Sentez-Vous Sport le 26 septembre sur le parvis de l'Hôtel de Ville de Paris. On va s'employer à faire un bel événement, dans une ville qui va accueillir les Jeux Olympiques dans quatre ans et qui s'efforce de développer

l'activité physique pour tous avec ses voies cyclables. C'est le moment de continuer à crier notre amour pour le sport pour tous.

A. H. : Je vais donner la plus belle des images à l'opération afin d'attirer tout le monde, les petits, les seniors, les hommes et les femmes. En revanche, je ne suis pas sûre d'être présente au Village Sentez-Vous Sport, à Paris, ou sur des événements organisés dans le secteur Rhône-Alpes. Comme je suis encore en activité, je ne sais pas si je pourrai me libérer car le mois de septembre risque d'être chargé avec la

réorganisation due aux différents reports. Mais si je peux, j'irai sur des événements avec grand plaisir.

« Nous sommes des passeurs d'émotions »

Dans cette période liée à la pandémie de Covid-19, cette édition prend-elle une importance particulière ?

Y. A. : Pendant le confinement, beaucoup ont plaisanté en disant que la France était

LES AMBASSADEURS régionaux

Auvergne-Rhône-Alpes : Anne-Sophie Barthet (ski alpin) et Guillaume Joli (handball)

Bourgogne-Franche-Comté : Eugénie Dorange (canoë) et Clément Jacquey (tir à l'arc)

Bretagne : Marie Butard (basket-ball)

Centre-Val de Loire : Michel Mothmora (boxeur) et Sylvain Noël (tennis de table handisport)

Guadeloupe : Johan Nigard (handball) et Elsa Suares (judo)

Grand Est : Noémie Allabert (force athlétique) et Alan Papirer (tennis de table handisport)

Hauts-de-France : Maxime Beaumont (kayak) et Maëva Contion (400 m haies)

Île-de-France : Victor Levecque (équitation) et Prithika Pavade (tennis de table)

Normandie : Benjamin Lacroix Desmazes (paratriathlon) et Stéphanie Lœuillette (tennis de table)

Nouvelle-Aquitaine : Perle Bouge (aviron handisport) et Grégory Mallet (natation)

Occitanie : Enzo Giorgi (escrime handisport) et Aurélie Godet (wakeboard)

Pays de la Loire : Enzo Gros (boxe) et Virginie Louppe (surf handisport)

Région Sud : Camille Jaguelin (para-dressage) et Mathilde Lamolle (tir sportif)

Réunion : Fabrisio Saïdy (400 m) et Elvire Teza (gymnastique)

LE CALENDRIER

Week-ends grand public : les 5 et 6 septembre, les 12 et 13 septembre, les 19 et 20 septembre, les 26 et 27 septembre.

Village Sentez-vous Sport : le 26 septembre.

Journées du sport scolaire et universitaire : les 22 et 23 septembre.

Journées du sport en entreprise : les 3 et 4 septembre, les 10 et 11 septembre, les 17 et 18 septembre, les 24 et 25 septembre et le 30 septembre et le 1er octobre.

Journées du Patrimoine : les 19 et 20 septembre

Sentez-vous sport au sein de l'administration pénitentiaire : du 16 au 18 septembre.

devenue une nation de joggeurs. C'est une preuve que l'activité physique ne nous quitte jamais vraiment, mais ça demande une certaine éducation. Dans cette société où la nourriture arrive plus vite, où les écrans sont plus nombreux et où on a de moins en moins d'occasions de bouger, on se retrouve presque forcé de ne rien faire. C'est pour cela qu'un événement comme Sentez-Vous Sport est important pour mettre en garde et permettre aux gens de s'approprier le sujet de la santé par le sport.

A. H. : Pendant le confinement, on a vu des personnes chercher à reprendre une activité physique. Dans ce contexte, j'espère que cette édition 2020 de Sentez-Vous Sport aura la possibilité de toucher le plus de monde possible.

Par quels autres moyens êtes-vous engagés dans le sport santé ?

A. H. : Promouvoir le sport pour tous, c'est ce qu'on fait au quotidien en tant qu'athlète de haut niveau. Notre devoir est de montrer l'exemple. Nous allons au quotidien vers les gens et pouvons montrer les bienfaits de l'activité physique, et si ma notoriété de capitaine de l'équipe de France de football aide, notamment auprès des jeunes filles, c'est tant mieux. Mais c'est la première fois que j'ai la chance de faire cette promotion à travers le CNOSEF. Je continuerai quand mon rôle de marraine sera terminé car c'est un sujet qui me tient à cœur. Quand j'ai commencé le football, on me disait que c'était réservé aux garçons, mais on essaye de faire changer les mentalités. Avec ce même état d'esprit, je vais aussi continuer à soutenir Sentez-Vous Sport pour le CNOSEF.

Y. A. : C'est un sujet qui m'est cher et j'ai toujours été dessus. En tant que sportif de haut niveau, on est constamment engagé, même si pour ma part, c'était plus dans les bassins et dans le milieu aqueux. Nous sommes des passeurs d'émotions, nous essayons de rassembler autour du sport. Il a beaucoup de vertus que notre pays a tendance à oublier. La sédentarité galopante pose des problèmes de santé et un moyen de la contrer est le sport pour tous. Mon devoir de parrain Sentez-Vous Sport est de promouvoir une santé et une qualité de vie meilleures pour tous.



Amandine Henry : « Le sport crée de belles rencontres et apprend à se surpasser. »

© Icon Sport



© CNOSEF/MNSP

Cette année, le Village Sentez-Vous Sport sera sur le parvis de l'Hôtel de Ville de Paris, à moins de quatre ans des JO.

Denis Masseglia

« Le moment où les Français prennent de bonnes habitudes »

Le président du CNOSE, Denis Masseglia, présente la 11^e édition de Sentez-Vous Sport qui sera marquée par le contexte de pandémie de Covid-19 et le début de l'Olympiade des Jeux de Paris 2024.



© CNOSE/CNOSF ou Icon Sport

Denis Masseglia : « On peut compter sur de belles mobilisations dans les territoires. »

Comment l'opération Sentez-Vous Sport a-t-elle évolué en plus de 10 ans ?

Le CNOSE a lancé Sentez-Vous Sport il y a maintenant 11 ans avec l'objectif de sensibiliser les Français à pratiquer une activité régulière et appropriée à l'âge. Le dispositif a été créé avec Roselyne Bachelot qui était ministre de la Santé et des Sports à l'époque, et nous avons joué sur ce rapprochement afin de fédérer sur « sentez », pour la sensation de plaisir, et la « santé ». Sentez-Vous Sport était d'abord programmé un week-end, puis petit à petit, nous sommes passés sur un système de semaines avec un jour consacré aux scolaires, un autre aux entreprises, un autre à la pratique en club et depuis l'année dernière, nous avons ajouté des animations dans les établissements pénitentiaires. Désormais, le CNOSE propose Sentez-Vous Sport tout le mois septembre, le mois de la rentrée, car c'est le moment où les Français prennent de bonnes habitudes, et donc peuvent se mettre à une activité physique, si possible en club.

Quand va se dérouler le point d'orgue de ce mois Sentez-Vous Sport ?

Chaque année, nous organisons un moment phare. Les deux précédentes années, le Village Sentez-vous Sport était installé au Parc de La Villette à Paris. Cette année, il sera à l'Hôtel de Ville de Paris le 26 septembre. Nous souhaitons également

marquer le coup en attendant les Jeux Olympiques de Paris 2024. Les animations et initiations s'adresseront aux personnes de tous les âges. Les fédérations présentes ont toutes des outils de promotion et des moyens de proposer des expérimentations.

« Je conseille aux clubs de miser sur les jeunes »

Comment arrivez-vous à faire vivre le dispositif sur tout le territoire français ?

Le ministère des Sports a connu différents changements et s'est retiré du partenariat. Mais le CNOSE a maintenu le dispositif grâce aux CROS et aux CDOS qui ont joué le jeu. Aujourd'hui, on peut compter sur de belles mobilisations dans les territoires. Par exemple, l'année dernière, le CDOS Haute-Garonne avait organisé une manifestation qui a attiré près de 20 000 personnes. Ensuite, près de 5% de ces dernières sont entrées dans un club, c'est un retour sur investissement intéressant.

Comment composer avec la situation particulière induite par la pandémie de Covid-19 ?

Quelle va être la rentrée pour les clubs ? C'est une inconnue. Il faut qu'ils trouvent le juste équilibre, appliquer les contraintes qui garantissent un environnement sécurisé sans être excessif et tomber

dans une privation de liberté. Lors de ce mois Sentez-Vous, je conseille aux clubs de miser sur les jeunes qui ont été privés d'activité physique pendant le confinement, qui ont peut-être pris du poids, et qui ont besoin de trouver un sport à la rentrée. S'ils ont les moyens, ils peuvent aussi attirer les parents. L'atout des clubs sera de mettre en avant le côté familial, sport pour tous. De ce point de vue, le rapprochement entre l'éducation et les sports dans un même ministère est un avantage.

LA 7^e ÉDITION des Trophées Sentez-Vous Sport

Afin de mettre en avant les initiatives remarquables en faveur du sport pour tous en France, le CNOSE organise les Trophées Sentez-Vous Sport. Entreprises, structures territoriales, associations ou encore fédérations peuvent présenter leur politique de promotion de l'activité physique ou leurs actions significatives dans un dossier de candidature à remplir et soumettre avant le 25 octobre 2020. Renseignements sur cette 7^e édition : sentezvousport@cnoce.org.



#TEYRAN SAVATE POING 34



FINALES DU CHAMPIONNAT DE FRANCE SAVATE Boxe Française

ÉLITES A - 2020 FÉMININ & MASCULIN
JUNIORS - 2020 MASCULIN



CONCEPTION ET RÉALISATION WWW.MADON.FR
PHOTO : JEAN-PIERRE BEUZON - SAVATE / WWW.MADON-SAVATE.FR

17 OCTOBRE 2020

GYMNASÉ JEAN PIERRE BEUZON

TEYRAN

OUVERTURE DES PORTES 18H00

DÉBUT DE SOIRÉE 19H00

Pré-vente

ENTRÉE **15€**

BORD DE RING **20€**

GRATUIT POUR LES ENFANTS
DE MOINS DE 6 ANS

Sur place

ENTRÉE **20€**

BORD DE RING **25€**

GRATUIT POUR LES ENFANTS
DE MOINS DE 6 ANS

RENSEIGNEMENTS AU : 06 60 59 12 27 OU CLUB.TSP34@GMAIL.COM



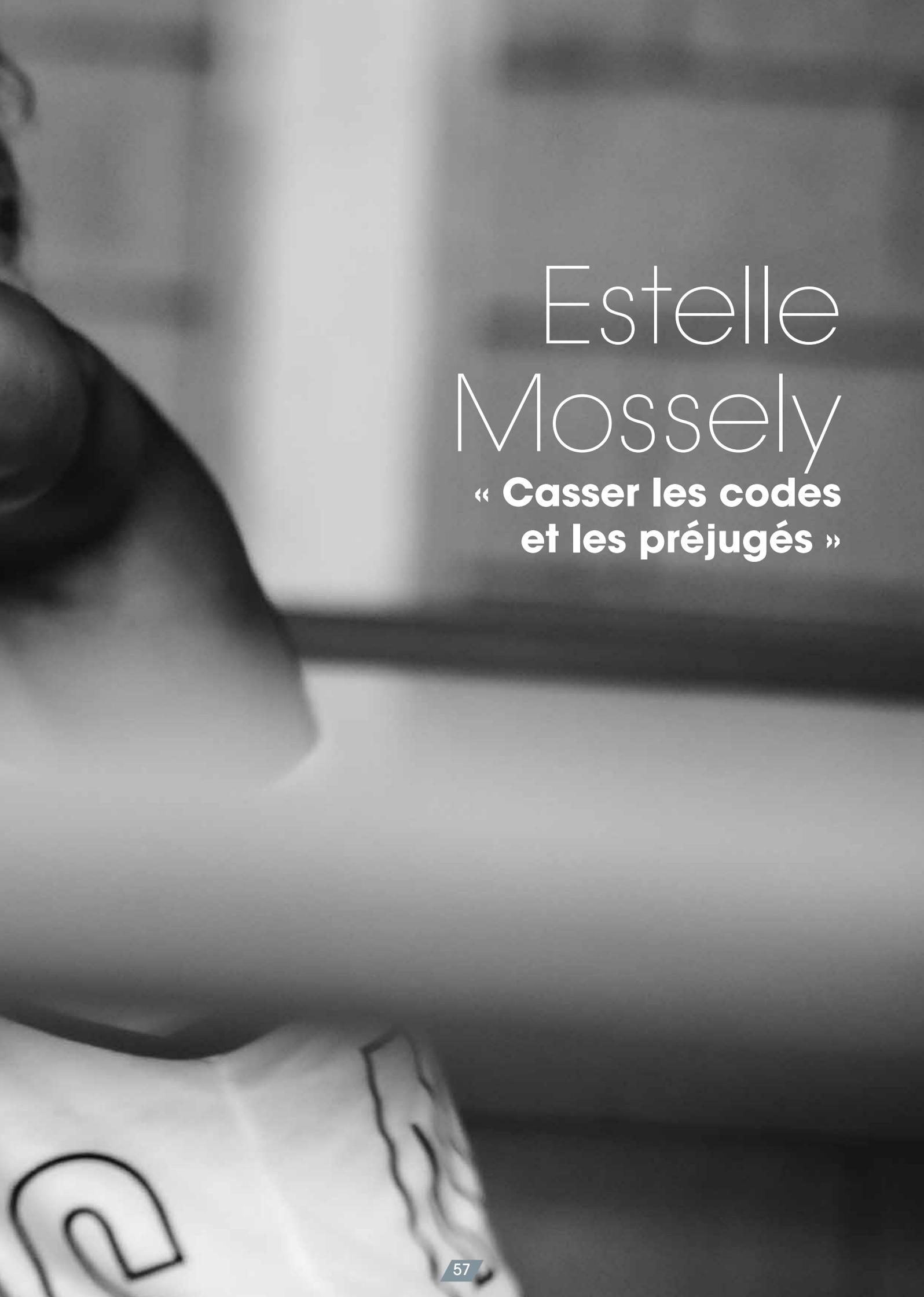
BILLETTERIE



3^e MI-TEMPS

Business

par Simon Bardet



Estelle Mossely

**« Casser les codes
et les préjugés »**

Mère comblée de deux enfants, une carrière de boxeuse bien lancée avec un prochain combat le 25 septembre, une association, LPERF, qui souhaite aider les femmes et les jeunes, tout réussit à Estelle Mossely. Entretien avec une acharnée de travail qui n'oublie pas de penser aux autres.

Comment est née l'idée de créer votre association, LPERF (www.lperf.fr), peu de temps après votre titre olympique ?

L'idée est venue à un moment où j'étais en arrêt. J'étais enceinte, et je voulais continuer à faire quelque chose dans le sport, sans forcément pratiquer. Je souhaitais faire quelque chose d'utile, en me basant sur ce que j'avais pu vivre en tant que boxeuse avant d'être championne olympique. J'ai fait le bilan, j'ai regardé ce qui allait et ce qui n'allait pas. Je trouvais qu'il manquait pas mal de choses pour aider les athlètes, et c'est pour ça que j'ai voulu créer mon association. Pour résoudre ces problématiques qui ne sont pas forcément bien traitées dans les fédérations.

Avec LPERF, vous mettez l'accent sur l'aide aux femmes et aux jeunes...

L'idée, c'est d'aider les athlètes de haut niveau sur diverses problématiques. Il y a un pôle médico-juridique pour l'accompagnement médical et juridique en cas de difficulté et de besoin, plutôt sur des problématiques féminines comme les soucis hormonaux, les problèmes de harcèlement. Le deuxième pôle se concentre sur tout ce qui concerne la pause dans une carrière, notamment pour des raisons de maternité. Il s'agit de voir comment accompagner au mieux l'athlète pendant cette pause et pendant sa reprise. Il y a enfin un volet sur la reconversion



Estelle Mossely prépare activement à Nanterre son combat du 25 septembre.

© Karim Foudil

professionnelle, car c'est très important et il y avait un vrai manque de ce côté-là. Ça peut bien entendu concerner tout le monde, hommes et femmes, mais les femmes restent quand même beaucoup moins représentées, c'est pour ça que j'ai voulu intégrer ce pôle dans l'association.

En plus du sport de haut niveau, il y a aussi l'athlète au service des jeunes, l'athlète qui participe à des actions pour les jeunes dans des écoles dans des centres. L'objectif est d'éduquer par le sport et de leur dire que le sport est pour tout le monde, il est accessible à tous et chacun peut trouver le sport qui lui correspond, sans se baser sur le genre, sur la taille ou sur le poids. Les actions sont menées en pratiquant différents sports, pas seulement la boxe. On a fait du judo, du taekwondo...

« Faire quelque chose pour les autres »

Ces actions pour les jeunes sont menées en France, mais aussi en République démocratique du Congo...

Exactement. Au départ, les actions sont centrées essentiellement sur la France, parce que c'est là que je pratique mon sport, que les choses sont plus accessibles. Mais l'idée était aussi de favoriser des échanges avec d'autres pays, afin de voir comment ça se passait ailleurs, ce qu'il y avait de mieux et de moins bien. Voir ce que l'on pouvait apporter à ces pays, si on était en mesure de le faire. Nous avons mené des actions au Congo, où la problématique est un peu différente, puisque si les thématiques traitées par

mon association concernent le pays, il y a avant tout ça un problème de moyens. Je suis allée là-bas seule, j'ai vu des athlètes congolaises présentes là-bas, une athlète naturalisée belge qui a pratiqué en France et qui était présente sur ces actions au Congo. Ça nous permet d'apporter notre expérience, et de voir comment elles pratiquent. Ce sont toujours des personnes qui sont très à l'écoute. Là-bas, nous avons fait des donations car nous connaissons les problèmes de moyens. Nous avons fait des initiations autour de la boxe, nous avons donc distribué des gants de boxe, que l'on a pu avoir grâce à mon équipementier Adidas. L'idée, c'est d'avoir des partenaires forts qui peuvent continuer à me soutenir sur ce genre d'actions. Il y a vraiment une dimension humaine, on apporte quelque chose au pays, on laisse une trace en apportant du matériel, de l'expérience, de la motivation à travers le partage. Dans les pays africains, de manière générale, ce n'est pas forcément évident de boxer quand on est une femme. Me voir, une femme championne, avec son enfant et enceinte, ça permet de casser tous les codes et tous les préjugés autour de ces sports que l'on considère comme masculins. Le message est tout de suite bien passé, avec de la pratique et des échanges derrière. Ça a été très agréable, nous avons été très bien reçus.



© Kaïm Fouilli

Quelques mois seulement après son accouchement, la boxeuse va remonter sur le ring.

Aider une femme, un jeune, est-ce que cela apporte une satisfaction différente de celle d'une victoire lors d'un combat ?

Ce sont des sensations différentes, car les victoires, on les obtient avant tout pour soi-même. On s'entraîne dur pendant très longtemps. C'est notre récompense après tous les efforts que l'on a pu faire. Dans le cadre de mon association, c'est différent. On ne veut pas gagner pour soi, on veut gagner pour l'autre, on veut faire quelque chose pour l'autre. On gagne quand on a des

retours positifs, mais le but principal, c'est d'aider les autres. C'est le plus important.

Avez-vous eu des retours, des questions, sur votre travail avec l'association ?

Il y a toujours des questions, et nos actions sont menées pour répondre à toutes les questions que les gens, notamment les jeunes, se posent. Lors des actions que nous menons, après le sportif, il y a toujours un temps pour le débat. Cela permet d'apporter une vraie expérience, une expérience de champions. Les athlètes qui participent aux actions réussissent au plus haut niveau. Nous montrons que l'on peut réussir et s'en sortir à travers le sport. Nous avons tous des parcours différents, très variés, mais des parcours qui sont des exemples de réussite pour inspirer les jeunes. Tous les retours que nous avons eus jusqu'à présent sont très positifs, dans les différents établissements où nous sommes allés l'an dernier.

« Je m'imagine bien présidente de la FF Boxe »

Comment faites-vous pour concilier association, sport de haut niveau et vie de famille dans des journées de seulement 24 heures ?

C'est vrai que ça m'arrangerait beaucoup si les journées faisaient 36 heures ! Il faut savoir déléguer, c'est pour ça que j'ai pris le temps, à la fin de l'année 2019, de bien répartir les choses, de constituer



© Kaïm Fouilli

Estelle Mossely s'engage pour les femmes et les jeunes grâce à son association.



© Icon Sport

La Française compte défendre son titre IBO avant la fin de l'année.

mon équipe afin de pouvoir entièrement me consacrer au sport au moment voulu. J'ai une très bonne équipe au sein de l'association, qui prend le relais quand je suis à l'entraînement. Les choses sont très bien gérées. Nous avons commencé les actions auprès des jeunes depuis un moment déjà, mais nous n'avons pas encore commencé les actions auprès des sportifs de haut niveau. Cela devrait débiter ce mois-ci, l'idée étant d'apporter notre soutien à un an des Jeux Olympiques, de continuer jusqu'aux Jeux de Tokyo et même après car après des Jeux Olympiques, en général, il y a pas mal de naissances.

Vous parlez du faible nombre de femmes présidentes dans les fédérations sportives sur le site de votre association. Vous vous imaginez présidente de la Fédération française de Boxe, un jour ?

Oui, c'est quelque chose que je peux complètement imaginer. Ce n'est pas d'actualité pour l'instant, parce que je suis en pleine carrière sportive, mais j'y ai pensé à un moment donné, après les Jeux de Rio 2016. Je ne voulais pas arrêter le sport, mais je ne voulais pas forcément continuer la pratique. Je cherchais la façon de m'engager différemment. Il se trouve

que ça a été l'association, parce qu'à côté de ça, je continue la pratique sportive. Mais à long terme, présider la Fédération française de Boxe est quelque chose que je pourrais très bien envisager. Je pense qu'après ma carrière, quand il faudra vraiment raccrocher les gants, j'aurai du mal à prendre du recul par rapport au sport. Après, il y a différentes façons d'agir pour son sport.

Et pour Paris 2024, savez-vous déjà comment vous souhaitez vous investir ?

Cela dépendra de ma vie à ce moment-là. Il y a quatre ans, je ne me voyais pas du tout refaire des Jeux en 2024, je trouvais ça beaucoup trop loin. Maintenant, je me dis que ce n'est que dans quatre ans. C'est sûr que j'y serai, reste à savoir dans quel rôle. Est-ce que ce sera en tant qu'athlète ou dans une autre fonction, je ne le sais pas encore. Mais il faudra compter sur moi !

« Chaque jour est un test »

Comment se passe votre préparation actuelle à Nanterre, avant votre combat du 25 septembre ?

Nous avons réussi à faire venir les coachs des Etats-Unis, nous avons eu les dérogations pour ça. C'est notre profession, donc à un moment, ça devenait

quand même compliqué de continuer à s'entraîner de cette manière. Les coachs sont là, la préparation suit donc son cours dans d'excellentes conditions. Même si c'est plus dur que jamais.

Boxer quelques mois après la naissance de votre deuxième enfant, c'est un pari un peu fou, non ?

Quand je calcule, je me dis que ce combat va arriver quatre, cinq mois après mon accouchement, donc c'est vraiment hors des normes. Mais je me sens bien, j'ai été très bien accompagnée au niveau médical, c'est aussi pour cela que je me suis lancée et que j'ai dit «ok» pour un combat fin septembre. Chaque jour est un test à l'entraînement, mais pour l'instant ça se passe bien, les coachs prennent bien en compte mon accouchement il n'y a pas si longtemps que ça. La rééducation a été assez optimale aussi, c'est pour ça que j'ai pu reprendre si rapidement dans de bonnes conditions.

Savez-vous s'il y aura un deuxième combat en fin d'année pour la défense de votre ceinture IBO ?

Le calendrier n'est pas encore décidé, mais ce que je souhaite, après ce combat du 25 septembre qui sera diffusé sur Canal +, c'est de pouvoir défendre ma ceinture avant la fin de l'année.

Suivre Estelle Mossely sur les réseaux sociaux

Instagram : estelle.yoka.mossely • **Facebook :** @mosselyestelle • **Twitter :** @EstelleMossely

FORD HYBRID



NOUVEAU KUGA HYBRIDE RECHARGEABLE À PARTIR DE 299 €/MOIS⁽¹⁾

LLD 48 MOIS. SOUS CONDITION DE REPRISE INCLUANT LES PRIMES GOUVERNEMENTALES⁽²⁾⁽³⁾



www.groupe-maurin.com

(1) Location longue durée 48 mois / 40 000km, avec « maintenance/assistance » d'un Nouveau Kuga Titanium 2.5 Duratec 225ch PHEV neuf, sans option, soit un 1^{er} loyer de 6 990€, revenant à 2 490€ après déduction de la prime à la conversion de 2 500€ (2) et du bonus écologique de 2 000€ (2) et 47 loyers de 299€.

Modèle présenté : Nouveau Kuga ST Line 2.5 Duratec 225ch eCVT Type 01-20 avec options, incluant une prime Ford Hybride (3), soit un 1^{er} loyer de 6 990 €, revenant à 2 490€ après déduction de la prime à la conversion de 2 500€ (2), du bonus écologique de 2 000€ (2) et 47 loyers de 423,22 €/mois.

Loyers hors malus écologique, et hors carte grise. Restitution du véhicule en fin de contrat avec paiement des frais de remise en état standard et des kilomètres supplémentaires. Offres non cumulables, incluant une aide à la reprise (3) réservée aux particuliers du 01/08/20 au 31/08/20, dans le réseau Ford participant selon conditions générales LLD et si accord Bremany Lease, SAS au capital de 39 650 €, RCS de Nanterre n° 393 319 959, 1 rue du 1^{er} Mai, immeuble Axe Seine, 92000 Nanterre. Société de courtage d'assurances n° ORIAS 08040196 (www.orias.fr).

(2) Voir conditions sur www.primealaconversion.gouv.fr. Avance de la prime gouvernementale par votre concessionnaire (2 500€) et du bonus écologique (2 000€) en parallèle du prélèvement du premier loyer (6 990€).

(3) Aide à la reprise de 1 000 € sous condition de reprise d'un véhicule particulier roulant.

Consommation en cycle mixte WLTP (l/100km) : 1,4-7,0. CO2 (g/km) : 32,0-163.

Depuis le 1^{er} septembre 2018, les véhicules légers neufs sont réceptionnés en Europe sur la base de la procédure d'essai harmonisée pour les véhicules légers (WLTP), procédure d'essai permettant de mesurer la consommation de carburant et les émissions de CO2.

Pour plus d'informations sur les procédures d'homologation, voir ford.fr

ford.fr

3^e MI-TEMPS

Esprit 2024

par Leslie Mucret

SERENIS
CONSULTING
GUYOT
environnement

Aloïse Retornaz

toutes voiles dehors

Avec Camille Lecointre à ses côtés en 470, Aloïse Retornaz compte bien ramener de Tokyo une médaille olympique à la voile française. La Brestoïse, qui a découvert ce sport à 7 ans, a aussi mis le cap pour les Jeux Olympiques de Paris en 2024.



© Bernard Le Bars

Belle saison 2019 pour Aloïse Retornaz et Camille Lecointre, distinguées « marins de l'année ».

Le monde de la voile l'a reconnue, le grand public a pu découvrir son nom : Aloïse Retornaz. Le 7 décembre 2019, la Brestoïse, spécialisée dans le 470, a partagé le titre de marin de l'année avec sa coéquipière Camille Lecointre. « C'était un truc de fou, une belle reconnaissance après une très belle saison 2019 et plusieurs victoires sur l'eau », résume Aloïse Retornaz. « Et la récompense est d'autant plus belle que la voile est plus souvent associée aux courses au large, on parle peu des disciplines olympiques. » L'histoire entre la Bretonne et la voile a débuté dès ses 7 ans. « J'ai plutôt été poussée par mon père, parce quand j'étais petite j'avais peur », se souvient-elle. « Puis j'ai commencé la compétition et depuis je n'ai pas arrêté. » La rencontre avec le 470, un voilier de classe dériveur en double dont nom se prononce « quat'sept », intervient plus tard. Aloïse Retornaz raconte : « En sport études au lycée, on doit choisir une spécialité. Une amie m'a proposé de naviguer en 420, le modèle utilisé pour les compétitions de jeunes, avec elle. » Pendant les trois ans sur ce voilier, les résultats sont au rendez-vous. C'est donc sans surprise qu'Aloïse Retornaz embarque sur un 470 juste après avoir obtenu le bac. En intégrant le Pôle France Brest Voile Olympique en 2011, plutôt que celui de Marseille ou de la Rochelle, Aloïse Retornaz demeure dans la ville où elle est née, entourée par sa famille. Cependant, son club est un peu plus loin, aux Sables-d'Olonne en Vendée : « J'ai aussi de la famille dans cette région et j'allais souvent

passer des étés là-bas. J'ai bien accroché avec les gens du club des Sports nautiques sablais et apprécié la bonne ambiance alors j'ai pris ma licence au club. »

« Les Jeux Olympiques, c'est le graal »

Sa belle année 2019, avec une médaille de bronze lors des championnats du monde et un titre de championne d'Europe, c'est avec Camille Lecointre, de neuf ans son aînée, qu'Aloïse Retornaz l'a vécue. « Je l'ai connue quand j'avais 12 ans ! », relate-t-elle. « Quand j'étais au collège et que je naviguais sur Optimist, Camille faisait une formation pour devenir monitrice et aider son club. Elle entraînait le groupe dont je faisais partie. » Elles se sont perdues de vue, puis les deux navigatrices se sont retrouvées sur le circuit international de 470. Après sa médaille de bronze aux Jeux Olympiques de Rio en 2016, « Camille voulait repartir pour ceux de 2020. On s'est contacté, on savait qu'ensemble on avait les meilleures chances de faire quelque chose à Tokyo », explique la Bretonne. Avec l'entraîneur national, Gildas Philippe, elles se sont lancées dans leur projet où chacune amène sa complémentarité. « Camille sortait de grossesse, mais les automatismes sont vite revenus et même la première année s'est bien passée », se souvient Aloïse

Retornaz. Le mois de septembre 2019 a été marqué par leur qualification pour Tokyo, une grande avancée dans leur quête de médaille. « Les Jeux Olympiques, c'est le graal, la compétition la plus importante dans la voile », déclare la championne. La victoire sur le Test Event d'Enoshima, le plan d'eau où se disputera l'épreuve olympique japonaise, l'été dernier, puis le titre de marin de l'année 2019 avaient donné un coup de boost au duo à quelques mois du départ vers le Japon. Entre temps, la pandémie de Covid-19 s'est déclarée et la compétition a été reportée d'un an. « On aurait préféré disputer les JO cette année. On avait notre programme jusqu'à août et on se sentait prête », reconnaît Aloïse Retornaz. « On est surtout contentes que les JO n'aient pas tout simplement été annulés. L'objectif reste le même, la médaille. On fera tout pour bien se préparer. Ça sera plus long pour s'adapter et on espère garder la même fraîcheur. » Les deux voileuses ont repris l'entraînement ensemble sur 470 mi-juin, en attendant la prochaine compétition internationale, le championnat d'Europe à Hyères (Var), du 12 au 19 septembre. Aloïse Retornaz, uniquement remplaçante lors de Rio 2016, peut compter sur l'expérience de sa partenaire et sur celle de son entraîneur Gildas Philippe pour appréhender au mieux la compétition planétaire l'an prochain. « Ils parlent d'un événement assez atypique.



© Erwan Lebourcail

Aloïse Retornaz espère décrocher sa première médaille olympique lors des JO de Tokyo l'été prochain.

Les JO représentent une grosse mise en lumière et ils me préparent à la pression médiatique. Il y aura aussi tout un protocole. Ils m'expliquent que la pression sera plus grande sur l'eau. Le jour-J, tout le monde est plus stressé et il y a des «craquages» psychologiques. Je travaille avec la préparatrice mentale pour être prête. »

« Créer un nouvel équipage dans un temps réduit »

Après Tokyo, Aloïse Retornaz ne compte pas s'arrêter et mettra le cap sur les Jeux Olympiques de Paris. En 2024, elle aura 30 ans. L'âge de raison ? « Je ne pense pas qu'il y ait de bon âge. Ce qui compte, c'est d'être là au bon moment », réplique Aloïse Retornaz. « J'aurai la maturité en plus d'avoir déjà connu les JO, ça sera un gros point positif, mais je ne pense pas que je serai plus prête dans quatre ans. Actuellement, Camille et moi avons toutes les clefs pour faire un résultat à Tokyo. » Si la Brestoise a bien la volonté de représenter la France sur le plan d'eau de Marseille, ses choix de support et de

coéquipier ne sont pas arrêtés : « Les séries de 470 seront mixtes pour les JO 2024. Je ne suis pas encore sûr du support, si je vais rester en 470 avec un homme, choisir de partir en catamaran là aussi avec un homme, ou me mettre au skiff 49er FX avec une femme. Je peux aussi arrêter le double et passer en laser. Personne ne se voit prendre une décision avant les JO de Tokyo. On ne sait pas encore quelles seront les opportunités. J'ai quelques idées, mais je garde les portes ouvertes. » C'est tout un plan à repenser et un an de moins pour l'appliquer avec le report des Jeux de Tokyo. « Le projet sera forcément accéléré et il faudra créer un nouvel équipage dans un temps réduit », reconnaît la voileuse avant de tempérer : « Avec Camille, le projet a duré deux ans et demi. Je sais que c'est faisable. » Quant au plan d'eau du Roucas Blanc, Aloïse Retornaz le connaît déjà ; elle y a même gagné l'étape de Coupe du monde 2019 avec Camille Lecointre. « C'est un plan d'eau complet, technique avec beaucoup de vagues. Je n'y ai jamais navigué fin juillet, début août, à la période des JO, mais en trois ans, j'aurai le temps. Le grand avantage de recevoir est qu'on a plus de temps pour

Bio express

Aloïse Retornaz

26 ans – Née le 3 février 1994 à Brest (Finistère)

Spécialité : 470

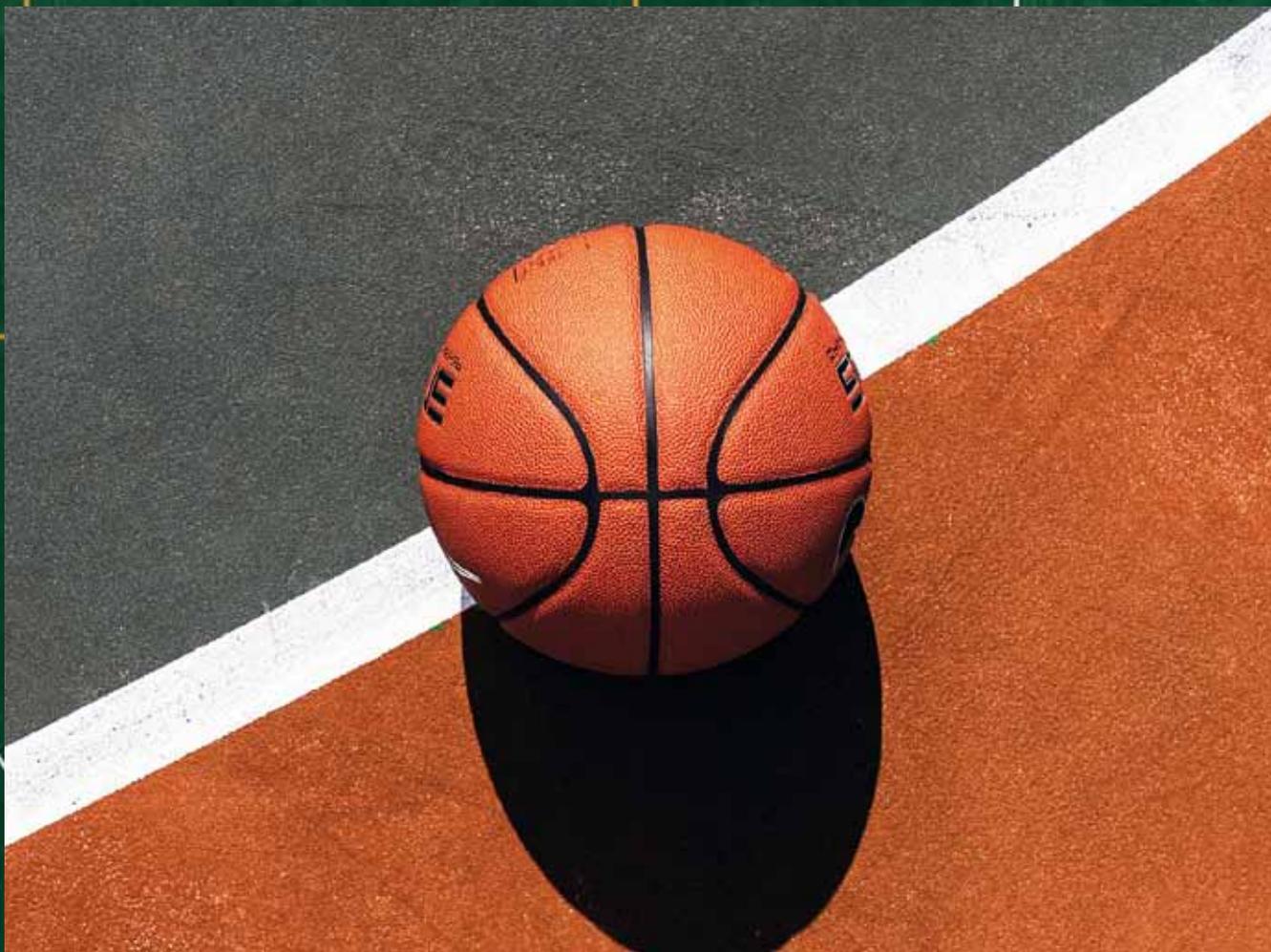
Clubs : Sports nautiques Sablais (depuis 2015), Pôle France Brest Voile Olympique (depuis 2011), Pôle espoir de Brest (2008-2011)

Palmarès : Médaille de bronze aux Championnats du monde (2019), championne d'Europe (2019), vice-championne de France élite (2018), championne du monde Jeunes (2013, 2014), marin de l'année (2019)

s'y entraîner régulièrement. Au Japon, on n'y allait qu'une fois par an et c'est un plan d'eau spécifique. Si on n'y va pas à la bonne période de l'année on n'a pas les mêmes conditions. La Fédération de voile est implantée à Marseille et monte une base de données pour mieux appréhender le terrain. » Mais avant de penser à la compétition dans quatre ans du côté de Marseille, de changer de partenaire et peut-être de support, c'est en 470, avec Camille Lecointre et à Tokyo qu'Aloïse Retornaz compte bien obtenir sa première médaille olympique dans moins d'un an.

Suivre Aloïse Retornaz sur les réseaux sociaux

Instagram : @aloiseretornaz • Facebook : @sailingtotokyo2020 • Twitter : @AloiseRetornaz



Pour des équipements sportifs durables et performants

ENGIE Solutions met en œuvre des solutions innovantes, globales dans le but de diminuer les charges économiques et permettre de réduire l'impact environnemental de vos équipements sportifs.

Nous vous accompagnons dans votre transition zéro carbone.



Contact commercial
Pierre Guyard
pierre.guyard@engie.com
01 41 20 15 83



ATTENTION MENHIR!

NOUVELLE ATTRACTION 4D



Agence Havas Paris / Illustrations : Caricaca studio @Match Out / Execution : Free-Landels / Agence
Grenin & Compagnie SA / Photo 01128 / RGS Dimplégnie 0347240003 / Asterix - Obelix - Asterix / © 2020 Les éditions Hachette / Paris / L'Espresso - Upazoo

PARC+HÔTEL -30%*
JUSQU'À

*Offre exclusive web pour un séjour de 4 ou 5 personnes dans une chambre familiale des hôtels du Parc Astérix.
Offre limitée et soumise à disponibilité. Tarifs selon le calendrier 2020. Conditions de l'offre sur parcasterix.fr

UNE EXPÉRIENCE GAULOISE UNIQUE !

À 35 km de Paris et à 15 min de l'aéroport Roissy – Charles-de-Gaulle, venez profiter des attractions et des spectacles irrésistibles du Parc Astérix.

Faites le plein de sensations gauloises avec « Attention Menhir ! » la nouvelle attraction 4D du Parc Astérix. Une aventure exclusive d'Astérix et Obélix dans un film en 4 dimensions avec des effets spéciaux spectaculaires.

Nouveau ! Séjournez dans le nouvel hôtel 4* : Les Quais de Lutèce. Immersion garantie en -50 av. J-C.

Plus d'informations sur www.parcasterix.fr



Sud
de
France

LE MEILLEUR
DE L'OCCITANIE

La Région
Occitanie
Pyrénées - Méditerranée

« ÊTRE OCCITARIEN,
C'EST SOUTENIR NOS PRODUCTEURS
ET CROIRE EN LEURS PRODUITS »

ROMAIN NTAMACK
Ambassadeur de la marque Sud de France

TOUS
OCCITARIENS!

tousoccitariens.fr

POUR VOTRE SANTÉ, PRATIQUEZ UNE ACTIVITÉ PHYSIQUE RÉGULIÈRE.